



TELUS® Communiqué de presse

TELUS communique ses résultats du premier trimestre

Progression du bénéfice et du flux de trésorerie sous l'impulsion des solides résultats du service sans fil

VANCOUVER, le 5 mai /CNW/ - TELUS Corporation (T et T.A à la Bourse de Toronto; TU à la Bourse de New York) a communiqué aujourd'hui d'excellents résultats pour le service sans fil de TELUS Mobilité ainsi qu'une forte hausse du flux de trésorerie disponible pour le premier trimestre de 2004. Le bénéfice d'exploitation de 1,8 milliard \$ pour le trimestre a augmenté de 4 % par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice d'exploitation global (BAIIA) a progressé de 9 % sous l'impulsion des vigoureux résultats générés par TELUS Mobilité. Pour le premier trimestre, le bénéfice par action déclaré s'est élevé à 28 cents, comparativement à 26 cents pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le flux de trésorerie disponible a atteint 443 millions \$ pour le trimestre à l'étude, en hausse de 176 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.

<<

PRINCIPAUX RESULTATS FINANCIERS

Arrondis au million de \$CAN près,
sauf les montants par action
(non vérifiés)

	Trimestre clos le 31 mars		
	2004	2003	Ecart en %
Bénéfice d'exploitation	1 803,8	1 740,9	3,6
BAIIA(1)	721,3	644,3	8,6
Bénéfice net	101,3	89,5	13,2
Bénéfice par action (BPA)	0,28	0,26	7,7
Dépenses en immobilisations	309,7	207,8	49,0
Rentrées liées aux activités d'exploitation	588,1	404,7	45,3
Flux de trésorerie disponible(2)	443,3	267,6	65,7

(1) Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) incluant les coûts de restructuration et de réduction de l'effectif.

(2) Voir la note 2 des Résultats consolidés - faits saillants du rapport de gestion.

Selon Darren Entwistle, président et chef de la direction : "Notre Stratégie, consistant à transformer la composition des produits d'exploitation de TELUS en activités porteuses comme le service sans fil et de données, a fait progresser les résultats consolidés bruts et nets. De plus, elle a mieux positionné TELUS par rapport au secteur filaire très exigeant. En ce sens, notre secteur de service sans fil ne ménage aucun effort pour stimuler la croissance du bénéfice, créer des services à la clientèle différenciés et réduire les coûts soutenus. Nous avons également constaté une forte croissance dans le nombre d'ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse qui représente maintenant environ les deux tiers de nos abonnés à Internet. TELUS Mobilité s'est démarquée au cours du trimestre en générant des produits d'exploitation et un bénéfice d'exploitation en croissance de 19 % et de 39 % respectivement, en augmentant de 14 % le nombre d'ajouts nets d'abonnés et en maintenant le nombre de désabonnements à un taux très faible, indicateur du taux de satisfaction de la clientèle. Fait notable, TELUS continue à enregistrer une forte croissance du BAIIA, bénéfice net, du BPA et du flux de trésorerie au profit de nos porteurs d'actions et de titres d'emprunt."

Robert McFarlane, vice-président directeur et chef des finances, a

déclaré : "TELUS a généré au premier trimestre un flux de trésorerie disponible important de 443 millions \$, en hausse de 66 % par rapport au premier trimestre de 2003. Cette amélioration était essentiellement attribuable à un bénéfice d'exploitation accru, à des recouvrements d'impôts en espèces pour les exercices précédents et à la réduction des paiements au titre de la restructuration pour le trimestre, partiellement contrebalancés par des dépenses en immobilisations plus élevées. Par conséquent, nous continuons à devancer nos prévisions en matière de bilan. Compte tenu des versements d'intérêts semestriels significatifs effectués aux deuxième et quatrième trimestres et des bonnes perspectives d'exploitation consolidées, nous prévoyons un flux de trésorerie disponible de plus de 1,1 G\$ pour 2004. En outre, nous révisons les directives relatives au BPA à la hausse de cinq cents par action pour se situer entre 1,10 \$ et 1,30 \$. Cette bonne perspective est certes de bon augure pour la santé financière et l'évaluation boursière de TELUS."

FAITS NOUVEAUX RELATIFS A LA SOCIETE

TELUS renouvelle ses facilités de crédit bancaire pour un montant de 1,6 milliard \$

TELUS a obtenu pour 1,6 milliard \$CAN en engagements d'un consortium regroupant 18 institutions financières. Les nouvelles facilités de crédit se composent comme suit : facilité de crédit renouvelable de 800 millions \$CAN (ou l'équivalent en dollars américains) assortie d'un terme de quatre ans (venant à échéance en 2008) et une facilité de crédit de soutien de 800 millions \$CAN (ou l'équivalent en dollars américains) assortie d'un terme de 364 jours pouvant être prorogé au gré de TELUS pour tout montant impayé en date du premier anniversaire pendant un an sur une base non renouvelable.

Les nouvelles facilités remplaceront les facilités de crédit émises existantes de 2,1 milliards \$CAN de TELUS avant leurs dates d'échéance et sont assorties de conditions similaires à l'exception d'exigences assouplies au chapitre de la présentation et des calculs prévus aux clauses restrictives. Ces nouvelles facilités sont assujetties à l'obtention de documents définitifs et devraient être finalisées sous peu.

Hausse par Moody's de la cote de solvabilité de TELUS qui obtient la cote de grande qualité

En mars, Moody's Investors Services annonçait qu'elle modifiait la perspective de la cote de solvabilité des dettes de premier rang non garanties de TELUS, la faisant passer de Bal avec perspective stable à Baa3. Bien qu'il s'agisse d'une cote de solvabilité élevée, cela demeure un cran en dessous des cotes de solvabilité BBB moyennes maintenues par les trois autres agences de notation (Standard & Poor's, Dominion Bond Rating Services et Fitch Ratings). La hausse reflétait l'opinion de Moody's voulant que la société maintiendra, en général, un flux de trésorerie disponible en 2004 et en 2005.

TELUS obtient un contrat de six ans d'une valeur de 66 millions \$ de The Co-operators

Dans le cadre de nos projets d'expansion nationale axés sur l'approvisionnement de solutions données, IP et sans fil, TELUS Corporation a annoncé aujourd'hui la signature d'un contrat d'une durée de six ans et d'une valeur de 66 millions \$ avec The Co-operators, le plus grand assureur multiproduits canadien. Selon les modalités du contrat, TELUS fournira des services de transmission de données sur réseaux locaux et étendus à plus de 600 emplacements des Co-operators, de même que des gammes étendues de services de transmission de la voix.

L'entente, qui vise à procurer une valeur ajoutée aux Co-operators, va plus loin que le simple approvisionnement en produits et services, car elle fait de TELUS un partenaire livrant des solutions IP qui contribuent aux catalyseurs opérationnels et stratégiques de The Co-operators. La portée, la vitesse, la largeur de bande et la fiabilité accrues que TELUS fournit à des entreprises comme The Co-operators sont de plus en plus reconnues comme des facteurs favorisant l'activation d'applications Internet essentielles au déroulement efficace de leurs activités.

TELUS conclut des ententes pluriannuelles avec le gouvernement du Québec
TELUS a récemment signé deux contrats importants, évalués à
11,8 millions \$, avec le gouvernement du Québec. Les deux ententes concernent
la prestation de solutions informatiques à la Régie du bâtiment du Québec
(RBQ) et à la Commission administrative des régimes de retraite et
d'assurances (CARRA). Conformément au premier contrat, d'une valeur de
9 millions \$ sur deux ans, TELUS procurera un outil de gestion des relations
avec la clientèle pour moderniser les procédures et les systèmes de la RBQ.
Selon les modalités de la seconde entente, d'une valeur de 2,8 millions \$ sur
2,5 ans, TELUS procédera à la mise à niveau et à l'entretien de
l'infrastructure informatique de la CARRA. Pour TELUS Québec, ces deux
contrats comptent parmi les plus importants conclus à ce jour avec des
organismes gouvernementaux, tandis que pour TELUS, il s'agit d'un nouvel
exemple de son expansion dans la région centrale du Canada.

TELUS et O.N.Telcom forment une alliance stratégique

TELUS et O.N.Telcom ont annoncé leur intention de former une alliance
stratégique qui dote O.N.Telcom des ressources nécessaires pour améliorer sa
compétitivité et son rendement financier et qui permet à TELUS d'accéder à un
vaste marché dans le nord-est ontarien. En vertu de l'entente, TELUS fournira
des services de soutien à la gestion à O.N.Telcom, de même qu'un accès à ses
produits et services. L'entente prévoit également que O.N.Telcom aura accès au
réseau IP national de TELUS, à sa technologie et à ses services tout en
permettant à la société d'améliorer son service à la clientèle grâce aux
projets d'envergure de TELUS en matière de développement de produits et
d'expansion des marchés. Cette alliance stratégique offre aux deux parties des
possibilités de commercialisation uniques dans toute la région actuelle de
service d'O.N.Telcom, de même que dans de grands centres urbains tels que
North Bay, Sudbury et Sault Ste. Marie.

TELUS engagée en faveur de la responsabilité sociale de l'entreprise -
le rapport de 2003 est maintenant accessible

Chez TELUS, nous avons à coeur notre engagement social et notre capacité
d'avoir un apport positif dans les collectivités où nous vivons, travaillons
et dont nous servons les intérêts. Le rapport 2003 concernant la
responsabilité sociale de TELUS continue à mettre à profit les normes de
présentation et les pratiques exemplaires générales marquées par le
développement durable et visant tous les aspects du rendement d'une
entreprise. Le rapport constitue une étape importante de notre démarche
entièrement axée sur le développement durable et renferme des analyses portant
sur notre rendement sur les plans économique, environnemental et social. Des
renseignements détaillés concernant notre engagement en faveur de la
responsabilité sociale de l'entreprise sont présentés dans notre rapport 2003
sur la responsabilité sociale de l'entreprise, lequel est accessible en ligne
à telus.com/socialresponsibility.

En mars, Canadian Business Magazine indiquait que la politique de TELUS
Mobilité consistant à engager les meilleurs candidats était gagnante à
plusieurs égards, notamment au chapitre de la promotion de la diversité en
milieu de travail. Le magazine a classé TELUS Mobilité parmi les 10
principales entreprises canadiennes employant des membres des minorités
visibles et de la population autochtone et précisait qu'elle avait une bonne
longueur d'avance à ce titre sur la moyenne des entreprises nationales.

TELUS élargit l'éventail des services offerts aux clients Internet

TELUS renforce son engagement à fournir un vaste éventail de services de
musique en ligne aux consommateurs en lançant Pureradio(MC). Le nouveau
service fournit aux utilisateurs d'Internet haute vitesse la possibilité
d'écouter de la musique de grande qualité en temps réel, provenant de 75
chaînes musicales offrant une programmation en continu, et de télécharger
rapidement des chansons. Ce nouveau service suit de près le lancement, en
décembre, de Puretracks(MC) faisant de TELUS Canada le premier fournisseur
Internet à offrir le téléchargement de musique en toute légalité. Les deux
services reposent sur un partenariat avec Moontaxi Media Inc., important
distributeur nord-américain de contenu musical de grande qualité en continu et
en mode téléchargement.

TELUS a annoncé le lancement de son service d'accès rapide à Internet commuté qui accroîtra la vitesse d'accès au réseau commuté pour les abonnés Internet de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. En ajoutant le service d'accès rapide à Internet commuté à sa gamme existante de services d'accès au réseau commuté, TELUS propose à ses clients une vitesse de navigation Internet et de téléchargement jusqu'à cinq fois plus élevée, ainsi que des fonctions de courrier électronique perfectionnées. Ce nouveau service complémentaire repose sur des technologies évoluées de type accélérateur Web pour compresser, optimiser et rationaliser le contenu Internet. Le service d'accès rapide à Internet commuté de TELUS coûte 2,95 \$ de plus par mois que le tarif des plans actuels d'accès à Internet commuté.

TELUS Mobilité étend son réseau Mike et son réseau 1X de transmission de données

TELUS Mobilité a poursuivi l'expansion de son réseau iDEN tout-en-un pour téléphones Mike dans les régions rurales et éloignées du Québec, de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, notamment Kamloops, la vallée de l'Okanagan, Merritt et des segments de l'autoroute Coquihalla. En mars, TELUS Mobilité a annoncé un investissement de 4,5 millions \$ dans l'expansion de son réseau numérique sans fil 1X dans les régions de Chaudière-Appalaches et de la Côte-Nord au Québec.

De nouveaux produits et services TELUS Mobilité

TELUS Mobilité et Nextel élargissent le service Direct Connect(MC) partout en Amérique du Nord

Le 4 mai, TELUS Mobilité et Nextel Communications, Inc. ont annoncé un partenariat de services itinérants transfrontaliers qui permet à leurs clients Mike(MD) d'utiliser le service walkie-talkie Direct Connect(MC) afin de garder instantanément contact avec d'autres utilisateurs des téléphones Mike ou Nextel partout en Amérique du Nord. L'entente prévoit aussi l'utilisation des services de transmission de données transfrontaliers, notamment BlackBerry(MD) et le courrier électronique sans fil, la messagerie bidirectionnelle et l'accès Internet sur appareils sans fil. La puissance de connexion instantanée de la fonction Touche de conversation (Push To Talk(MC) ou PTT) du service Direct Connect, qui assure une connexion en moins d'une seconde, a fait des réseaux Nextel et Mike le réseau de communications sans fil de choix des entreprises nord-américaines. TELUS Mobilité envisage étendre les services aux abonnés itinérants Direct Connect jusqu'à des pays comme le Mexique et à plusieurs autres pays d'Amérique du Sud plus tard en 2004. TELUS Mobilité a procédé à l'élargissement du service Direct Connect partout au Canada en octobre 2003.

TELUS Mobilité lance deux nouveaux appareils BlackBerry(MD)

Egalement le 4 mai, TELUS Mobilité et Research In Motion (RIM(MD)) ont lancé deux nouveaux appareils portatifs BlackBerry(MD) pour l'ensemble du Canada. Le BlackBerry 7510(MC), qui fonctionne sur le réseau Mike de TELUS Mobilité, est le premier appareil BlackBerry doté du service de walkie-talkie Direct Connect de Mike. Pour sa part, le BlackBerry 7750(MC) fonctionne sur le réseau 1X national de transmission de données de TELUS Mobilité, qui donne maintenant l'accès intersystème dans toute l'Amérique du Nord. Il s'agit également du premier BlackBerry 1X à être muni d'un écran couleur haute définition. Les deux modèles d'appareils portatifs BlackBerry procurent aux professionnels itinérants la seule solution sans fil dont ils ont besoin pour bénéficier d'une connexion qui donne un accès sans fil sécurisé aux courriels et aux données de l'entreprise, au téléphone numérique, au Web et à des fonctions de type agenda électronique.

TELUS Mobilité annonce la production du premier téléphone compatible à Fastap(MC))

A l'occasion de la conférence CTIA Wireless 2004, tenue à Atlanta en mars, Digit Wireless, LG Electronics, le géant de l'électronique grand public, et TELUS Mobilité ont annoncé la conclusion d'une entente pour

produire le tout premier téléphone mobile au monde compatible avec Fastap(MC). Le clavier Fastap de Digit Wireless permet aux utilisateurs de téléphones mobiles de taper rapidement des messages textes et autres données en utilisant des touches de lettres, de chiffres et de ponctuation habilement placées autour du clavier standard du téléphone mobile. TELUS Mobilité prévoit commercialiser les téléphones mobiles compatibles à Fastap uniquement au Canada en 2004.

Ajout de modems sans fil robustes de Sierra Wireless et de Cypress Solutions

Afin de répondre aux besoins des marchés de la sécurité publique, des services publics et de l'industrie lourde, TELUS Mobilité a ajouté les modems sans fil robustes de transmission de données numériques de Cypress Solutions et de Sierra Wireless afin de tirer parti du réseau numérique national 1X de transmission de données de TELUS Mobilité. Le modem sans fil Sierra SWMP555 est un modem robuste adapté au réseau 1X qui répond aux spécifications de la Society of Automotive Engineers et de l'armée américaine pour la résistance à l'humidité, aux chocs et aux vibrations. Le module intégré Trimble SQ procure un repérage précis des véhicules (position et vitesse) et consomme très peu d'énergie. Les cinq nouveaux modems 1X de Cypress Solutions (CTM 100, 101, 102, 110 et 120) permettent l'utilisation de la technologie GPS et respectent les normes de la SAE, de l'industrie du pétrole et du gaz, ainsi que les normes MIL-SPEC.

Développements dans le domaine de la technologie Wi-Fi

Spotnik et TELUS Mobilité offrent l'accès Wi-Fi à bord des trains de VIA

En février, Spotnik Mobile et son partenaire TELUS Mobilité ont annoncé le lancement du service Wi-Fi MobileSpot(MC) de Spotnik à bord des trains haute vitesse de VIA Rail Canada qui effectuent la liaison entre Montréal et Québec. Conçu tout spécialement pour le marché des transports, MobileSpot permet d'offrir la commodité d'une connexion Internet à large bande aux passagers en transit au-delà de la portée des points d'accès Wi-Fi conventionnels. Les deux entreprises ont déjà mis en place des centaines de points d'accès sans fil dans des lieux publics du pays.

L'industrie du sans fil annonce une entente sur l'itinérance Wi-Fi

Les télécommunicateurs sans fil nationaux du Canada ont annoncé en mars la signature d'une entente établissant des normes communes d'itinérance et d'interfonctionnement pour les points d'interconnexion névralgiques Wi-Fi publics qu'ils exploitent. TELUS Mobilité, Bell Mobilité, Rogers Sans-fil et Microcell Solutions se sont associées pour créer une marque commune afin d'identifier ces points à l'échelle du Canada et l'utilisateur peut s'attendre à la même ouverture de session par navigateur Web, lui garantissant simplicité, uniformité et accès sécurisé à tous les points d'interconnexion Wi-Fi portant cet identificateur. Les quatre sociétés de télécommunications se sont aussi engagées à construire plus de 500 nouveaux points d'interconnexion au cours de la prochaine année, ce qui fera plus qu'en doubler le nombre au Canada.

TELUS continue de soutenir le sport amateur au Canada par de nouvelles ententes de commandite

TELUS et la Fédération de surf des neiges du Canada (FSNC) ont annoncé que TELUS devenait le commanditaire officiel des télécommunications de la Fédération de surf des neiges du Canada. Cette entente s'étendra jusqu'en 2012, et TELUS commanditera plusieurs projets de la Fédération de surf des neiges du Canada.

TELUS a aussi accordé son soutien pour l'ouverture du TELUS Centre for Sport, un quartier général où pourront se concentrer les activités des agences-clés vouées à l'amélioration des performances athlétiques canadiennes. Le centre offrira amplement d'espace de rencontre et des bureaux pour toutes les agences afin qu'elles puissent promouvoir le sport amateur et préparer les

athlètes et les entraîneurs à la compétition internationale. Ce nouvel environnement de collaboration sera le noyau de la gestion, de l'entraînement et de la formation du système sportif de la C.-B.

Versement d'un dividende

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de quinze cents (0,15 \$) par action sur les actions ordinaires et les actions sans droit de vote. Le dividende sera versé le 1er juillet 2004 aux actionnaires dûment inscrits à la fermeture des bureaux le 10 juin 2004.

Énoncés prospectifs

Le présent document et le rapport de gestion contiennent des énoncés portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS Corporation ("TELUS" ou la "société") qui sont de nature prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les prédictions ou autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés car un certain nombre de facteurs pourrait faire en sorte que les résultats, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs.

Les facteurs pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux prévus incluent, sans toutefois s'y limiter : la concurrence, l'évolution de l'économie, les exigences en matière de financement et d'endettement, les questions fiscales, les dividendes, les ressources humaines (y compris le dénouement des questions de relations de travail en cours), les progrès technologiques (y compris le recours à des systèmes et à la technologie de l'information), les changements à la réglementation, les risques liés aux processus, la santé et la sécurité, les partenaires stratégiques, les litiges, les événements touchant la poursuite des activités et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports de TELUS, les documents d'information complets publiés par la société, y compris la notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis.

Se reporter à la rubrique "Risques et incertitudes" du rapport de gestion présenté dans le Rapport annuel 2003 de TELUS pour de plus amples détails.

La société n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour d'autres motifs.

Rapport de gestion - Le 5 mai 2004

Le texte qui suit constitue une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de TELUS Corporation pour les trimestres terminés les 31 mars 2004 et 2003, et il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires de TELUS. Ce rapport contient des données prospectives qui renvoient à la déclaration de la société à l'égard des énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci (se reporter à la rubrique "Énoncés prospectifs"). Les états financiers consolidés intermédiaires de TELUS ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les "PCGR") du Canada, qui diffèrent des PCGR des États Unis sous certains

aspects. Se reporter à la note 20 des états financiers consolidés intermédiaires pour une analyse des principales différences entre les PCGR du Canada et les PCGR des Etats-Unis qui s'appliquent à TELUS. Les états financiers consolidés intermédiaires et le rapport de gestion ont été revus par le comité de vérification de TELUS et approuvés par le conseil d'administration de cette dernière. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens.

Le rapport de gestion se compose des éléments suivants, lesquels ont fait l'objet de mises à jour importantes depuis la préparation du rapport de gestion présenté dans le Rapport annuel 2003 de TELUS :

1. Activités principales, vision et stratégie
2. Catalyseurs clés de rendement
3. Capacité d'obtenir des résultats
4. Résultats
5. Risques et incertitudes

1. Activités principales, vision et stratégie

Impératifs stratégiques

TELUS continue d'être guidée par les six impératifs stratégiques qui ont été établis il y a quatre ans et qui constituent les directives sur lesquelles se base la société pour exercer ses activités. Voici certains des progrès accomplis par TELUS en 2004 eu égard à ces impératifs :

Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en oeuvre de la stratégie de TELUS et concentrer les ressources de cette dernière sur ses activités de base

Le 4 mars, TELUS, O.N. Telcom et la province d'Ontario ont annoncé leur intention de former une alliance stratégique, dans le cadre de laquelle TELUS fournira des services de soutien à la gestion à O.N. Telcom ainsi que l'accès à ses produits et services. En vertu de l'entente, O.N. Telcom aura accès à la technologie et aux services du réseau fédérateur IP national de TELUS, tout en bénéficiant du service à la clientèle amélioré des grandes initiatives d'expansion du marché et de mise au point de produits de TELUS. Cette entente renforce les rapports de TELUS avec le gouvernement de l'Ontario.

2. Catalyseurs clés de rendement

Conclure une convention collective

En février 2004, TELUS Communications Inc. ("TCI") a déposé auprès du Conseil canadien des relations industrielles (le "CCRI") et de la Cour d'appel fédérale des demandes de réexamen des décisions antérieures du CCRI, qui imposaient une interdiction de communication et exigeaient que TCI offre un arbitrage exécutoire au Telecommunications Workers Union (le "TWU"). Le 8 avril 2004, le CCRI a fait connaître, eu égard aux plaintes déposées, les raisons l'ayant mené à rendre ses décisions antérieures. Le CCRI a imposé une autre interdiction de communication à TCI, qui interdit toutes communications entre cette dernière et les membres des unités de négociation portant sur des questions d'emploi et d'intérêt collectif, jusqu'à ce que les conditions prévues par le Code canadien du travail eu égard à l'obtention du droit de grève ou de lock-out aient été satisfaites. TCI déposera également une demande visant le réexamen et la révision judiciaire de la décision du CCRI rendue le 8 avril 2004.

TCI et le TWU ont entamé des pourparlers, nécessitant dans certains cas l'assistance de leurs conseillers juridiques respectifs, afin de s'entendre sur le processus d'arbitrage exécutoire, qui vise notamment la sélection des arbitres, l'établissement des paramètres et des principes directeurs dont un arbitre tiendrait compte, l'emplacement des audiences, les dates, etc. Les parties n'ont pas accompli beaucoup de progrès à ce sujet.

Le 25 mars 2004, le TWU a saisi le CCRI d'une demande afin que le vice-président nomme un arbitre, qui sera habilité à établir les paramètres et

critères ainsi que les procédures liés à l'arbitrage exécutoire. Le 1er avril 2004, TCI a demandé la mise en suspens de la demande du TWU, jusqu'à ce que la décision du CCRI ait été réexaminée. Le 8 avril 2004, le CCRI a, dans une lettre, avisé TCI et le syndicat que la demande de ce dernier serait mise en suspens jusqu'à ce que le CCRI ait rendu une décision eu égard à la demande de réexamen.

3. Capacité d'obtenir des résultats

Une analyse des capacités est fournie dans le rapport de gestion inclus au Rapport annuel 2003 de la société.

4. Résultats

Estimations comptables critiques

Une analyse des estimations comptables critiques de la société est fournie dans le rapport de gestion inclus au Rapport annuel 2003 de la société. La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus (les "PCGR") exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs

Faits nouveaux concernant les conventions comptables

Rémunération à base d'actions (note 2a) des états financiers consolidés intermédiaires)

A compter de l'exercice 2004 de la société, les recommandations modifiées de l'ICCA sur la comptabilisation des rémunérations à base d'actions (les modifications en question ayant eu lieu en 2003) (chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA) s'appliqueront à la société. Avec prise d'effet le 1er janvier 2004, la société a choisi l'adoption prospective modifiée (aussi appelée l'application rétroactive sans retraitement) comme méthode transitoire. Afin de tenir compte de la juste valeur des options octroyées après 2001 sur lesquelles les droits ont été acquis avant 2004, certaines composantes de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires figurant dans le bilan consolidé au 31 décembre 2003 ont été retraitées.

Obligations réglées en capitaux propres (note 2b) des états financiers consolidés intermédiaires)

A compter de son exercice 2004, la société a adopté par anticipation les recommandations modifiées de l'ICCA à l'égard de la présentation des instruments financiers et des informations à fournir relatives à ceux-ci (chapitre 3860 du Manuel de l'ICCA) portant spécifiquement sur la classification des obligations qu'un émetteur peut régler au moyen de ses propres instruments de capitaux propres (les modifications en question ayant eu lieu en 2003). Par suite de ces modifications, les débentures convertibles de la société sont classées dans le passif aux bilans consolidés (plutôt que dans les capitaux propres), et les intérêts débiteurs correspondants sont classés au poste "Coûts de financement" dans les états consolidés des résultats (plutôt que déduction faite des impôts sur les bénéfiques, à titre d'ajustement des bénéfiques non répartis). L'option de conversion des débentures convertibles est toujours présentée comme une composante des capitaux propres. Comme cela est exigé, la société a appliqué ces recommandations modifiées de manière rétroactive. Par suite du reclassement des débentures convertibles, des changements mineurs ont été apportés aux ratios dette nette/BAIIA historiques et aux ratios dette nette/total des capitaux investis historiques. Le reclassement des intérêts débiteurs connexes

a donné lieu à des changements mineurs des ratios de couverture des intérêts par le BAIIA historiques.

Incidences financières des décisions relatives au plafonnement des prix

Comme il est expliqué plus en détail dans le rapport de gestion présenté dans le Rapport annuel 2003 de TELUS, le régime de plafonnement de prix est en place depuis juin 2002. L'incidence additionnelle de ces décisions sur les produits d'exploitation et le BAIIA du secteur Communications devrait dorénavant être négligeable. Les hypothèses liées aux indications annuelles 2004 se traduisaient initialement par une incidence négative de 24 millions de dollars sur les produits d'exploitation et de 20 millions sur le BAIIA. On s'attend actuellement à ce que l'incidence négative sur les produits d'exploitation et le BAIIA s'établisse à environ 10 millions de dollars, en raison du taux d'inflation plus élevé de 3,4 %, mesuré au moyen de l'indice pondéré en chaîne lié à l'indice des prix du PIB pour 2003. Se reporter à la rubrique "Risques et incertitudes - Décisions réglementaires", pour une mise à jour sur les instances du CRTC qui visent l'utilisation des soldes accumulés dans les comptes de report.

Résultats d'exploitation

Résultats consolidés - points saillants

Trimestres terminés les 31 mars	2004	2003	Variation	%
(en millions de dollars, sauf les montants par action)				
Produits d'exploitation	1 803,8	1,740,9	62,9	3,6
BAIIA(1)	721,3	664,3	57,0	8,6
Bénéfice net	101,3	89,5	11,8	13,2
Bénéfice par action, de base et dilué	0,28	0,26	0,02	7,7
Dividendes en espèces par action	0,15	0,15	-	-
Rentrées liées aux activités d'exploitation	588,1	404,7	183,4	45,3
Dépenses en immobilisations	309,7	207,8	101,9	49,0
Flux de trésorerie disponibles(2)	443,3	267,6	175,7	65,7

Mesures non conformes aux PCGR auxquelles la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs et de ses unités d'exploitation

(1) Le calcul du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) est le suivant :

	T1 2004	T1 2003
Produits d'exploitation	1 803,8	1 740,9
Moins : charges d'exploitation	1 066,6	1 070,1
Moins : coûts de restructuration et de réduction de l'effectif	15,9	6,5
BAIIA	721,3	664,3

La société présente le BAIIA et fournit des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses unités d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt. La société estime également que le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs recourent largement en tant qu'indicateur du rendement d'exploitation d'une société et de sa capacité de contracter des

dettes et de les honorer. De plus, la société croit que le BAIIA permet aux investisseurs de comparer plus facilement le rendement d'une entreprise de façon continue sans égard à l'amortissement, lequel est de nature hors caisse et peut varier considérablement selon les méthodes comptables utilisées ou en raison de facteurs hors exploitation, comme le coût historique. Le BAIIA n'est pas une mesure fondée sur les principes comptables généralement reconnus du Canada ou des Etats-Unis et ne doit pas être substitué au bénéfice d'exploitation ou au bénéfice net comme mesure du rendement de la société ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte des effets de la croissance du fonds de roulement, des dépenses en immobilisations, de la réduction du capital de la dette et d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les investisseurs sont invités à examiner attentivement les éléments entrant dans le calcul du BAIIA de TELUS. Si le BAIIA est indiqué aux présentes afin de permettre une analyse comparative plus exhaustive du rendement de la société et de sa capacité d'honorer sa dette, il convient de rappeler que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tous points avec le BAIIA présenté par d'autres sociétés.

- (2) Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure fondée sur les principes comptables généralement reconnus du Canada ou des Etats-Unis et ne doivent pas être substitués aux états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de TELUS au fil des ans. Il convient de rappeler aux investisseurs que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tous points avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés. Bien que la mesure fondée sur les PCGR la plus semblable soit les rentrées liées aux activités d'exploitation, les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure pertinente, car ils fournissent une estimation des flux de trésorerie disponibles avant les variations du fonds de roulement (tels que les comptes fournisseurs et les comptes clients, qui peuvent être grandement faussés par les changements dans la titrisation qui ne reflètent pas les résultats d'exploitation), et après le financement des dépenses en immobilisations. Le tableau ci dessous illustre le calcul des flux de trésorerie disponibles et le rapprochement du BAIIA/des flux de trésorerie disponibles et des rentrées liées aux activités d'exploitation :

	T1 2004	T1 2003
	-----	-----
BAIIA	721,3	664,3
Coûts de restructuration et de réduction de l'effectif, déduction faite des versements en espèces	(52,5)	(147,4)
Excédent de la charge au titre de la rémunération à base d'actions sur les paiements	5,0	-
Intérêts en espèces payés	(22,8)	(36,0)
Intérêts en espèces reçus	14,2	1,0
Impôts reçus (payés)	104,6	(0,6)
Dépenses en immobilisations	(309,7)	(207,8)
Crédits d'impôt à l'investissement reçus (compris dans le BAIIA ou les dépenses en immobilisations et dans les impôts reçus (payés))	(16,8)	(5,9)
	-----	-----
Flux de trésorerie disponibles	443,3	267,6
Déduire l'excédent de la charge de rémunération		

à base d'actions sur les paiements	(5,0)	-
Ajouter les dépenses en immobilisations	309,7	207,8
Rémunération à base d'actions	4,7	-
Montant net des charges (crédits) des régimes à prestations déterminées des salariés	4,9	13,1
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(28,6)	(18,0)
Autres activités d'exploitation, montant net	6,1	6,9
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, sauf la variation des impôts et des intérêts	(147,0)	(72,7)
	-----	-----
Rentrées liées aux activités d'exploitation	588,1	404,7
	-----	-----

Les produits d'exploitation et le BAIIA consolidés ont augmenté considérablement au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de 2003, en raison principalement de la croissance de 20,4 % des produits tirés des services de réseau de TELUS Mobilité, les charges d'exploitation de TELUS Mobilité ayant seulement progressé de 9,0 %. Les produits d'exploitation du secteur Communications de TELUS ont subi une baisse de 2,9 %, qui est en grande partie imputable aux services locaux et interurbains, et les charges d'exploitation de ce secteur ont diminué de 4,5 %. De plus amples informations sectorielles sont fournies ci-après.

Les coûts de financement consolidés ont reculé de 19,3 millions de dollars au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de 2003, en raison de la baisse des taux d'intérêt sur les dettes à long terme et à court terme, ainsi que de la hausse des intérêts créditeurs, y compris les intérêts créditeurs découlant du règlement de questions d'ordre fiscal. Le bénéfice avant les impôts et la part des actionnaires sans contrôle a progressé de 81,4 millions de dollars pour s'établir à 164,7 millions au premier trimestre de 2004, comparativement au premier trimestre de 2003, en raison de la rentabilité accrue de l'exploitation et de la baisse des coûts de financement nets. Les impôts sur les bénéfices ont augmenté en raison de ce bénéfice accru et d'un ajustement fiscal favorable de 47,0 millions de dollars comptabilisé au premier trimestre de 2003 au titre du règlement de questions d'ordre fiscal liées aux exercices précédents, pour lesquels les taux d'imposition étaient plus élevés. Par conséquent, le bénéfice net a progressé de 11,8 millions de dollars, ou 13,2 %.

Le bénéfice par action (de base et dilué) a augmenté de 2 cents au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du bénéfice accru. Ce résultat a été contrebalancé en partie par le nombre élevé d'actions en circulation. L'incidence du règlement des questions d'ordre fiscal et des intérêts connexes sur le bénéfice de base par action pour les premiers trimestres de 2004 et de 2003 s'établit à environ 4 cents et 15 cents, respectivement. En excluant cette incidence, le bénéfice de base par action a augmenté de quelque 13 cents.

La croissance notable des rentrées liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles enregistrée au premier trimestre de 2004, comparativement au premier trimestre de 2003, découle des recouvrements d'impôts en espèces, de la diminution des paiements au titre des programmes de restructuration, de la rentabilité accrue de l'exploitation et de la baisse des intérêts payés. Les rentrées liées aux activités d'exploitation sont comptabilisées déduction faite d'une réduction de 150 millions de dollars des créances titrisées, et les flux de trésorerie disponibles sont présentés déduction faite d'une augmentation des dépenses en immobilisations. Les dépenses en immobilisations du secteur Communications ont augmenté considérablement au premier trimestre de 2004, en raison des dépenses liées à la mise au point de nouveaux services et de nouvelles infrastructures, afin d'améliorer le service à la clientèle et d'assurer la prestation de services aux nouveaux clients.

Secteur Communications

- Les produits d'exploitation ont reculé de 2,9 % au premier

trimestre de 2004, comparativement à la période correspondante de 2003. Après normalisation pour tenir compte de la vente d'actifs de développement d'applications en 2003, les produits d'exploitation ont subi une baisse d'environ 25,0 millions de dollars, ou 2,0 %.

- Le nombre de lignes d'accès au réseau a diminué de 22 000 au cours du premier trimestre de 2004, en raison de la concurrence et de l'adoption de nouvelles technologies.
- Les ajouts nets d'abonnés aux services Internet haute vitesse se sont établis à 43 600 au premier trimestre de 2004, en hausse de 35,8 % par rapport au premier trimestre de 2003.
- Les charges d'exploitation ont reculé de 33,0 millions de dollars, en raison notamment des économies supplémentaires de 23,0 millions réalisées au titre des salaires et des charges sociales dans le cadre du programme d'efficacité opérationnelle.
- Le BAIIA a diminué de 12,2 millions de dollars en raison de la baisse des produits d'exploitation et de l'augmentation de 9,4 millions des charges de restructuration, résultat qui a été contrebalancé en partie par le recul des charges d'exploitation. Les charges de restructuration comptabilisées au titre des initiatives pour 2004 concernaient notamment le regroupement géographique des bureaux offrant des services de technologie de l'information, dont le nombre passera de quinze à deux.
- Les flux de trésorerie (BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations) a reculé de 118,1 millions de dollars pour s'établir à 214,1 millions au premier trimestre de 2004, comparativement à la période correspondante de 2003, en raison principalement de l'augmentation des dépenses en immobilisations.

Secteur Mobilité

- Le total des produits d'exploitation a progressé de 18,9 % au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de 2003. Les produits tirés des services de réseau ont connu une hausse de 20 % sur douze mois pour un deuxième trimestre d'affilée, soit une augmentation record de 100,3 millions de dollars au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le RMPA (revenu moyen par appareil) a augmenté de 3 \$ pour s'établir à 57 \$, soit le cinquième trimestre d'affilée où une augmentation sur douze mois est enregistrée.
- Les frais d'acquisition se sont améliorés, passant de 425 \$ à 383 \$, ce qui constitue un résultat notable compte tenu de la croissance importante du nombre d'abonnés.
- Le BAIIA a connu une hausse de 69,2 millions de dollars ou 38,7 %, ce qui représente une contribution de 69 % des produits tirés des services de réseau.
- La marge du BAIIA a augmenté de 5,5 points de pourcentage pour se chiffrer à 41,8 % des produits tirés des services de réseau (38,9 % du total des produits d'exploitation).
- Les flux de trésorerie (BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations) ont augmenté de 73,2 millions de dollars ou 58,9 %, pour atteindre un montant record de 197,5 millions de dollars.
- Les ajouts nets d'abonnés se sont établis à 76 100, en hausse de 14,1 % par rapport au premier trimestre de 2003. Fait notable, les ajouts nets d'abonnés des services postpayés, qui génèrent des produits d'exploitation plus élevés, ont progressé de 49,4 %, résultat qui se traduit par une croissance positive pour un troisième trimestre d'affilée. Les ajouts d'abonnés postpayés représentent 82,2 % du total des ajouts nets d'abonnés enregistrés au premier trimestre de 2004.
- Le taux de désabonnement combiné est demeuré inchangé à 1,5 %, taux fort satisfaisant.

L'analyse suivante présente les données sectorielles relatives aux

produits d'exploitation, aux charges d'exploitation, aux coûts de restructuration et de réduction de l'effectif, au BAIIA et aux dépenses en immobilisations. Le reste de l'information présentée se rapporte aux résultats financiers consolidés.

Produits d'exploitation - Secteur Communications

Trimestres terminés les 31 mars	2004	2003	Variation	%
(en millions de dollars)				
Services locaux de transmission de la voix (et contribution)	528,9	538,8	(9,9)	(1,8)
Services interurbains de transmission de la voix	229,6	251,1	(21,5)	(8,6)
Services de transmission de données	339,8	342,8	(3,0)	(0,9)
Autres	72,8	75,8	(3,0)	(4,0)
Produits d'exploitation externes	1 171,1	1 208,5	(37,4)	(3,1)
Produits d'activités intersectorielles	25,0	23,4	1,6	6,8
Total des produits d'exploitation	1 196,1	1 231,9	(35,8)	(2,9)

Indicateurs clés de l'exploitation - Secteur Communications

(en milliers)	2004	2003	Variation	%
Aux 31 mars				
Lignes d'accès au réseau	4 848	4 913	(65)	(1,3)
Abonnés à Internet haute vitesse	605,2	442,1	163,1	36,9
Abonnés à Internet commuté	309,1	372,1	(63,0)	(16,9)
Total des clients des services Internet(1)	914,3	814,2	100,1	12,3
Trimestres terminés les 31 mars				
Variation des lignes d'accès au réseau	(22)	2	(24)	n.s.
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	43,6	32,1	11,5	35,8
Réductions nettes d'abonnés à Internet commuté	(10,7)	(19,6)	8,9	45,4
Total des ajouts nets d'abonnés aux services Internet(1)	32,9	12,5	20,4	163,2

(1) En raison de la vérification des abonnés faisant suite à la conversion du système de facturation au troisième trimestre de 2002, le dénombrement des abonnés aux services Internet et les

ajouts nets d'abonnés pour le premier trimestre de 2003 sont présentés déduction faite d'environ 6,4 abonnés à Internet commuté et d'environ 3,0 abonnés à Internet haute vitesse.

n.s. : non significatif

Tout comme le reste de l'industrie, le secteur Communications a continué d'enregistrer une baisse des produits d'exploitation traditionnels et un essoufflement de la croissance des produits tirés des services de transmission de données.

- Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix sont générés par i) l'accès au réseau de la société, qui est accordé aux clients sur la base d'un abonnement mensuel; ii) les services améliorés optionnels et à la carte de la société; iii) la quote-part de la société dans les fonds mis en commun en vue de la prestation du service dans des régions rurales coûteuses à servir. Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont diminué au premier trimestre de 2004 par rapport au premier trimestre de 2003, en raison principalement du nombre moins élevé de lignes d'accès, résultat qui a été contrebalancé en partie par l'augmentation modeste des produits tirés des services d'interconnexion et des services rehaussés.

Le nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau a diminué de 12 000 au premier trimestre de 2004, alors qu'il avait reculé de 2 000 au premier trimestre de 2003. Cette diminution découle de l'adoption de nouvelles technologies, y compris les services sans fil, et des activités de la concurrence. Le nombre de lignes commerciales d'accès au réseau a reculé de 10 000 au premier trimestre de 2004, tandis qu'il avait augmenté de 4 000 à la période correspondante de 2003. Les lignes commerciales ont diminué surtout en raison de la perte de lignes Centrex subies aux mains des concurrents (y compris Alberta Supernet) et du passage aux services RNIS plus efficaces. Le total des lignes d'accès a subi une baisse sur douze mois de 1,3 % au premier trimestre de 2004.

- Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont diminué considérablement au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de 2003. Cette diminution découle principalement d'une baisse du volume d'appels résidentiels, calculé en minutes, et de la concurrence en matière de prix. Les produits de règlement de gros sont demeurés à peu près inchangés, car les volumes plus élevés ont été contrebalancés par la baisse des prix. L'adoption de nouvelles technologies telles que le courriel, Internet et les services sans fil a contribué à la diminution des produits et du nombre de minutes liés aux services interurbains.
- Les produits tirés des services de transmission de données proviennent des services tels que l'accès Internet, l'hébergement de sites et diverses applications, les services réseau local d'entreprises - réseau étendu, les passerelles d'accès, l'interconnexion et l'accès à distance, les services gérés de technologie de l'information et les services en place de traitement de données (comme les lignes privées, la transmission de données commutée, les circuits de données locaux et les ventes d'équipement terminal de données). Les produits tirés des services de transmission de données sans fil sont compris dans les produits tirés des services de réseau du secteur Mobilité. Les produits tirés des services de transmission de données du secteur Communications enregistrés au premier trimestre de 2003 comprenaient des produits tirés du développement d'applications d'environ 10,8 millions de dollars découlant de la cession d'actifs au cours des deuxième et quatrième trimestres de 2003. La croissance des produits tirés des services de transmission de données, après normalisation pour tenir compte de la

cession d'actifs, s'est établie à 7,9 millions de dollars, ou 2,3 %, au premier trimestre de 2004, par rapport à 2003. Les produits tirés des services Internet ont augmenté de 5,4 millions de dollars au premier trimestre de 2004, comparativement à la période correspondante de 2003, principalement en raison de la croissance de la clientèle d'abonnés à Internet. Les ajouts d'abonnés des services Internet haute vitesse de TELUS ont augmenté de 35,8 % au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de 2003, portant ainsi le nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse à 605 200 au 31 mars 2004. Les produits tirés du service Managed Workplace ont progressé de 12,3 millions de dollars en raison de l'accroissement des services d'impartition fonctionnelle. La croissance des produits tirés des services Internet et Managed Workplace a été contrebalancée en partie par le recul des produits tirés des services en place de traitement de données.

- La diminution des autres produits au premier trimestre de 2004, comparativement à la période correspondante de 2003, découle principalement de la réduction des locations et des ventes d'équipement de transmission de la voix, ainsi que de l'amortissement final, au premier trimestre de 2004, des produits reportés au titre des subventions liées au service de ligne individuelle. La conclusion de ce programme de subventions se traduira par une baisse des produits d'exploitation de 6,7 millions de dollars en 2004. Ces subventions ont été accordées relativement à la conversion, au début des années 90, des lignes à plusieurs abonnés en lignes individuelles dans les régions rurales de l'Alberta coûteuses à servir.
- Les produits d'activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur Communications au secteur Mobilité; ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes de TELUS Mobilité.

Le total des produits d'exploitation externes analysés ci-dessus inclut des produits attribuables aux activités exercées en tant qu'entreprise autre qu'une ESLT de 128,4 millions de dollars au premier trimestre de 2004, comparativement à 140,7 millions pour la période correspondante de 2003, soit une baisse de 12,3 millions, ou 8,7 %. La croissance des produits tirés du développement d'applications attribuables aux activités exercées en tant qu'entreprise autre qu'une ESLT a été entravée par la cession de certains actifs, dont il est question dans la partie sur les produits tirés des services de transmission de données ci-dessus, ce qui a réduit les produits d'environ 10,8 millions de dollars au premier trimestre de 2004, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Après normalisation pour tenir compte de cette cession d'actifs, les produits attribuables aux activités exercées en tant qu'entreprise autre qu'une ESLT ont reculé de quelque 1,5 million de dollars, ou 1,2 %, en raison de la baisse du trafic et des prix de gros, contrebalancée en partie par la hausse des flux de produits d'exploitation récurrents.

L'analyse qui suit porte sur les produits d'exploitation et sur les indicateurs clés de l'exploitation de TELUS Mobilité.

Produits d'exploitation - Secteur Mobilité

Trimestres terminés les 31 mars	2004	2003	Variation	%

(en millions de dollars)				
Services de réseau	592,4	492,1	100,3	20,4
Equipement	40,3	40,3	-	-

Produits d'exploitation externes	632,7	532,4	100,3	18,8

Produits d'activités intersectorielles	4,6	3,7	0,9	24,3

Total des produits d'exploitation	637,3	536,1	101,2	18,9

Indicateurs clés de l'exploitation - Secteur Mobilité

(nombre d'abonnés et ajouts en milliers)	2004	2003	Variation	%

Aux 31 mars				

Abonnés - services postpayés	2 876,5	2 533,9	342,6	13,5
Abonnés - services prépayés	623,6	528,3	95,3	18,0
	-----	-----	-----	-----
Abonnés - total	3 500,1	3 062,2	437,9	14,3
Population globale(1) couverte par les services, y compris l'itinérance et la revente (en millions)(2)	29,5	27,9	1,6	5,7
Trimestres terminés les 31 mars				

Ajouts nets d'abonnés - postpayés	64,7	43,3	21,4	49,4
Ajouts nets d'abonnés - prépayés	11,4	23,4	(12,0)	(51,3)
	-----	-----	-----	-----
Ajouts nets d'abonnés - total	76,1	66,7	9,4	14,1
Taux de désabonnement, par mois(3a) (en %)	1,5	1,5	-	-
Frais d'acquisition(3b) par ajout brut d'abonné (en dollars)(3c)	383	425	(42)	(9,9)
RMPA (en dollars)(3d)	57	54	3	5,6
Nombre moyen de minutes par abonné par mois	362	315	47	14,9
BAlIA en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %)	41,8	36,3	5,5	-
Frais de fidélisation en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %)	5,0	3,4	1,6	-
BAlIA, à l'exclusion des frais d'acquisition (en millions de dollars)(3e)	336,1	266,1	70,0	26,3

(1) Par "population" on entend une personne vivant dans une zone de population comprise, en totalité ou presque, dans les zones de couverture.

(2) TELUS Mobilité n'a pas activé toutes les zones numériques d'itinérance. Au 31 mars 2004, la population couverte par les services numériques SCP de TELUS Mobilité s'est établie à 22,2 millions et à 29,5 millions, ce qui comprend les ententes de services d'itinérance et de revente conclues principalement avec Bell Mobilité et Aliant Telecom Wireless.

(3) Les mesures suivantes ne sont pas prescrites par les principes

comptables généralement reconnus du Canada ni des États-Unis. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services sans fil. Ces mesures sont ainsi définies :

- a) Par taux de désabonnement on entend le nombre d'appareils d'abonnés débranchés divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau, exprimé sous forme de taux mensuel pour une période donnée.
 - b) Par frais d'acquisition on entend le montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des clients au cours d'une période donnée.
 - c) Par frais d'acquisition par ajout brut d'abonné on entend le montant obtenu en divisant les frais d'acquisition par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.
 - d) Par RMPA on entend le nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu en divisant les produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période.
 - e) Le BAIIA, à l'exclusion des frais d'acquisition, est une mesure de la rentabilité de l'exploitation normalisée en fonction des coûts inhérents à l'ajout de clients au cours de la période.
- Les produits tirés des services de réseau de TELUS Mobilité se composent des tarifs d'accès mensuels, des frais de temps d'antenne supplémentaire, du temps prépayé utilisé ou échu, des services Internet sans fil et des frais pour les services à valeur ajoutée. Les produits tirés des services de réseau ont augmenté de 20,4 % au trimestre terminé le 31 mars 2004, comparativement à la période correspondante de 2003, grâce à l'augmentation continue de la clientèle, qui a progressé de 14,3 % pour s'établir à environ 3,5 millions d'abonnés, contre 3,1 millions il y a un an. Par ailleurs, le RMPA a augmenté pour s'établir à 57 \$ au premier trimestre de 2004, comparativement à 54 \$ en 2003. Ce résultat est le meilleur qui soit au sein de l'industrie et il donne lieu à une augmentation sur douze mois pour un cinquième trimestre d'affilée.

TELUS Mobilité a mis de l'avant une stratégie axée sur une croissance rentable des produits et sur le maintien du nombre d'abonnés, ce qui a entraîné une augmentation du RMPA ainsi qu'un taux de désabonnement considérablement amélioré sur douze mois. La hausse du RMPA s'explique par une utilisation accrue, par un taux d'acceptation plus élevé des produits liés à la transmission de données et à Internet, ainsi que par la tarification rigoureuse. Le nombre mensuel moyen de minutes d'utilisation par abonné s'élevait à 362 au premier trimestre de 2004, comparativement à 315 à la période correspondante de l'exercice précédent. Au 31 mars 2004, les abonnés des services postpayés comptaient pour 82,2 % du total cumulatif de la clientèle, par rapport à 82,7 % à l'exercice précédent; ce niveau est demeuré relativement stable et il a contribué à l'importante avance au niveau du RMPA dont jouit TELUS par rapport à ses concurrents. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés, qui ont connu une hausse importante de 49,4 %, se sont établis à 64 700 au premier trimestre de 2004 et représentaient 85,0 % du total des ajouts nets, comparativement à 43 300 (64,9 %) à la période correspondante de 2003. Il s'agit du troisième trimestre d'affilée au cours duquel une croissance positive des ajouts nets d'abonnés des services postpayés est enregistrée. Qui plus est, le total des ajouts nets d'abonnés pour le premier trimestre de 2004 a progressé de 14,1 % par rapport au trimestre correspondant de 2003. Cette tendance positive générale découle en partie de la campagne publicitaire fructueuse menée au quatrième trimestre de 2003 et mettant en vedette les nouveaux photo-téléphones de TELUS ainsi que son nouveau service de messagerie photo. Cette campagne a aidé TELUS Mobilité à se positionner comme un chef de file sur le marché des photo-téléphones.

Le taux de désabonnement combiné des services prépayés et postpayés s'est amélioré légèrement pour s'établir à 1,49 % au premier trimestre de 2004, par rapport à 1,53 % au premier trimestre de 2003. Les débranchements ont subi une augmentation légère de 10,9 % pour s'établir à 154 200 au premier trimestre de 2004, comparativement à 139 000 à la période correspondante de l'exercice précédent. Il s'agit là d'une réalisation importante, compte tenu de l'augmentation de 14,3 % du nombre cumulatif d'abonnés enregistrée en dépit de la forte concurrence. Le faible taux de désabonnement peut être attribué à l'amélioration de la qualité et de la couverture du réseau, aux excellents niveaux de service à la clientèle, aux contrats d'une durée de un à trois ans conclus avec les clients dans le cadre de programmes visant à les fidéliser, ainsi qu'à des programmes précis de facturation à la seconde protégés par des droits acquis.

- Les produits tirés des ventes d'équipement, des locations et des services se sont établis à 40,3 millions de dollars au premier trimestre de 2004, soit un résultat inchangé par rapport au trimestre correspondant de 2003. Ce résultat a été constaté malgré une croissance de 12 % des ajouts bruts d'abonnés, qui sont passés de 205 700 à 230 300, en raison des activités promotionnelles et de la conclusion de contrats, ainsi que de l'amélioration des prix et des taux de change favorables dont les vendeurs ont joui et qui se sont répercutés sur les prix payés par les clients. Les produits tirés des appareils liés aux ajouts bruts d'abonnés sont compris dans les frais d'acquisition.
- Les produits des activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur Mobilité au secteur Communications. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes de TELUS Communications.

L'analyse qui suit porte sur les charges du secteur Communications.

Charges d'exploitation - Secteur Communications

Trimestres terminés les	2004	2003	Variation	%
31 mars				

(en millions de dollars)				
Salaires, charges sociales et autres frais liés à l'effectif	390,5	400,7	(10,2)	(2,5)
Autres charges d'exploitation	316,2	339,0	(22,8)	(6,7)

Total des charges d'exploitation	706,7	739,7	(33,0)	(4,5)

Les charges d'exploitation du secteur Communications ont reculé au premier trimestre de 2004 par rapport au premier trimestre de 2003, en raison principalement des économies réalisées dans le cadre du programme d'efficacité opérationnelle, ainsi que de la baisse des coûts liés aux installations interprestataires et des frais de transit et de résiliation. L'effectif d'équivalent temps plein à la fin de mars 2004 se chiffrait à 18 522, en baisse de 693 comparativement à 19 215 à la fin de mars 2003.

- Les salaires, les charges sociales et les frais liés à l'effectif ont reculé au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de 2003. Les économies supplémentaires réalisées dans le cadre du programme d'efficacité opérationnelle (qui a débuté en 2001 et pris fin en 2003) au titre des salaires, des charges sociales

et des frais généraux liés à l'effectif se sont établies à 23,0 millions de dollars au premier trimestre de 2004. Le nombre net de départs en vertu du programme s'élève à quelque 50 employés pour l'exercice 2004. De plus, la charge de retraite à l'égard des régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées a reculé de 6,3 millions de dollars, en raison principalement du rendement accru des investissements enregistré en 2003. Par conséquent, la charge de retraite annuelle du secteur Communications de TELUS devrait diminuer d'environ 25,0 millions de dollars en 2004, comparativement à 2003. Ces réductions ont été contrebalancées en partie par une charge de 5,2 millions de dollars au titre de la rémunération à base d'actions. Une analyse de cette charge, qui est constatée avec prise d'effet le 1er janvier 2004, est fournie à la rubrique "Faits nouveaux concernant les conventions comptables". Les charges liées aux heures supplémentaires ont augmenté de 3,0 millions de dollars au premier trimestre de 2004, comparativement au premier trimestre de 2003, mais elles ont reculé de 6,0 millions par rapport au quatrième trimestre de 2003. L'augmentation par rapport au premier trimestre de 2003 découle en grande partie des mesures prises afin de continuer à améliorer le service à la clientèle. Les coûts supplémentaires engagés au titre du partenariat avec le Calgary Health Authority et de la création du centre d'appels à Montréal se sont établis à 6,1 millions de dollars au premier trimestre de 2004. Cette hausse a été contrebalancée en partie par les économies d'environ 1,8 million de dollars liées aux activités d'impartition incluses dans les autres charges d'exploitation. Depuis le début de 2004, 107 employés ont été ajoutés à l'effectif de ces deux unités fonctionnelles. Tous les autres coûts ont augmenté en fonction des taux d'inflation.

- Les autres charges d'exploitation ont reculé au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de 2003, en raison principalement des facteurs suivants : i) les coûts liés aux installations et les frais de transit et de résiliation, qui ont reculé de 19,6 millions de dollars en raison de la diminution du trafic sortant, de la baisse des taux de résiliation concernant le trafic aux Etats-Unis et à l'étranger, ainsi que du passage des coûts des installations hors réseau aux installations intraréseau; ii) la charge au titre des créances irrécouvrables, qui a diminué de 5,3 millions de dollars par suite du resserrement des politiques en matière de crédit, de l'application de pratiques de recouvrement plus efficaces et de l'amélioration des résultats techniques; iii) l'accroissement de la main-d'oeuvre capitalisée de 5,1 millions de dollars, qui découle de l'augmentation des dépenses en immobilisations au premier trimestre de 2004, par rapport à la période correspondante de 2003. Ces baisses de coûts ont été contrebalancées en partie par l'augmentation des frais contractuels et frais de consultation de 4,1 millions de dollars, engagés afin d'améliorer les systèmes et processus internes, et par la hausse des frais de publicité et de promotion de 3,0 millions, aux fins de la publicité de marque et de la publicité grand public.

Les charges d'exploitation attribuables aux activités exercées en tant qu'entreprise autre qu'une ESLT comprises dans le total des charges d'exploitation du secteur présentées ci-dessus se sont établies à 137,5 millions de dollars au premier trimestre de 2004, par rapport à 155,2 millions à la période correspondante de 2003. Ces chiffres représentent une diminution de 17,7 millions de dollars, ou 11,4 %, réalisée grâce à la cession d'actifs en 2004 et à la baisse des frais de transit et de résiliation de gros liés à la réduction des produits tirés des services interurbains. Après normalisation pour tenir compte de la cession d'actifs, les charges d'exploitation attribuables aux activités exercées en tant qu'entreprise autre qu'une ESLT ont reculé de 9,1 millions de dollars, ou 6,2 %, au premier trimestre de 2004.

Charges d'exploitation - Secteur Mobilité

Trimestres terminés les 31 mars	2004	2003	Variation	%
(en millions de dollars)				
Charges liées aux ventes d'équipement	89,2	83,8	5,4	6,4
Charges d'exploitation des services de réseau	102,5	86,1	16,4	19,0
Frais de marketing	61,4	55,8	5,6	10,0
Frais généraux et d'administration	136,4	131,8	4,6	3,5
Total des charges d'exploitation	389,5	357,5	32,0	9,0

Les charges d'exploitation de TELUS Mobilité ont augmenté au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. TELUS Mobilité a réussi à réaliser d'importantes économies d'échelle, comme en témoignent l'augmentation de 14,3 % du nombre d'abonnés et la croissance de 20,4 % des produits d'exploitation tirés des services de réseau, ses charges d'exploitation ayant subi une légère augmentation de 9,0 % sur douze mois.

- Les charges liées aux ventes d'équipement ont augmenté au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de 2003, en raison principalement d'une augmentation des ajouts bruts d'abonnés et des activités visant à fidéliser les clients. La hausse est liée en partie à la poursuite des activités promotionnelles, y compris celles concernant les photo téléphones et le service de messagerie photo. Les coûts des appareils liés aux ajouts bruts d'abonnés sont inclus dans les frais d'acquisition.
- Les charges d'exploitation des services de réseau comprennent les charges liées aux stations, les coûts de transmission, les licences d'utilisation de spectre, les taxes prélevées sur la contribution et les autres coûts directs liés à l'exploitation des réseaux. Les charges liées aux stations et les frais de transmission ont augmenté afin de soutenir l'augmentation du nombre de stations cellulaires et du nombre d'abonnés ainsi que l'amélioration de la qualité et de la couverture du réseau. Les frais liés aux licences d'utilisation de spectre octroyées par Industrie Canada ont subi une hausse au premier trimestre de 2004, qui découle principalement d'un crédit de 5 millions concernant des exercices antérieurs à l'exercice 2003, qui a été reçu au premier trimestre de 2003 dans le cadre d'une demande rétroactive présentée à Industrie Canada. Après normalisation pour tenir compte de cet événement, les coûts du réseau ont augmenté de 12,5 % sur douze mois. Par ailleurs, les coûts liés aux services d'itinérance ont augmenté de 7,6 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à la période correspondante de 2003, en raison principalement des efforts de marketing fructueux visant la prestation de services d'itinérance et de revente dans les régions rurales. TELUS Mobilité est d'avis que cette augmentation de coût variable reflète la tendance positive qui prévaut dans l'industrie et qui se caractérise par une croissance du nombre d'abonnés et par l'utilisation accrue des services par les abonnés, comme en témoigne la solide croissance continue des produits tirés des services de réseau. TELUS Mobilité a tout mis en oeuvre pour comprimer les coûts des services de réseau, notamment en négociant de meilleurs taux pour la transmission par le truchement d'installations louées, les services d'itinérance et l'entretien avec un certain nombre d'entreprises de télécommunications et de fournisseurs clés. TELUS Mobilité poursuit également l'établissement de facilités

d'hyperfréquences aux fins de la réduction des coûts futurs de transmission. La population couverte par les services numériques de TELUS Mobilité s'est accrue de 1,6 million, passant à 29,5 millions depuis le 31 mars 2003, en raison des mises en service continues de zones numériques d'itinérance et de l'expansion du réseau.

- Les frais de marketing ont augmenté principalement en raison de l'augmentation des frais de publicité et de la rémunération versée aux détaillants en rapport avec l'expansion du nombre d'abonnés et à l'activité accrue au titre des renouvellements de contrats. Malgré la hausse des frais de marketing et la croissance notable du nombre d'abonnés, les frais d'acquisition ont diminué considérablement au premier trimestre de 2004 pour s'établir à 383 \$, comparativement à 425 \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Conjugué à une augmentation du RMPA et à un taux de désabonnement stable, ce résultat démontre que le ratio des frais d'acquisition sur le revenu à long terme par abonné a continué de s'améliorer de façon notable au premier trimestre de 2004, par rapport à 2003.
- Les frais généraux et d'administration comprennent la rémunération des employés et les charges sociales, les installations, les services à la clientèle, les créances irrécouvrables et divers autres frais. Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 3,5 % seulement au premier trimestre de 2004, malgré la croissance du nombre d'abonnés, de 14,3 %, et celle des produits tirés des services de réseau, de 20,4 %. TELUS Mobilité a augmenté l'effectif d'équivalent temps plein de 7,0 %, lequel est passé de 5 021 employés il y a un an à 5 370, afin de soutenir l'importante augmentation du nombre d'abonnés et l'expansion continue des magasins de détail dont la société est propriétaire.

Coûts de restructuration et de réduction de l'effectif

Trimestres terminés les 31 mars	2004	2003	Variation	%

(en millions de dollars)				
Secteur Communications	15,9	6,5	9,4	144,6
Secteur Mobilité	-	-	-	-

TELUS - consolidé	15,9	6,5	9,4	144,6

Les coûts de restructuration comptabilisés en 2004 concernent la restructuration des services du secteur Communications, qui donnera lieu au regroupement géographique des bureaux offrant des services de technologie de l'information, dont le nombre passera de quinze à deux. Cette restructuration devrait être menée à terme en 2004 et se traduire par de plus grandes économies d'échelle.

Au 31 mars 2004, il ne restait aucun coût futur à enregistrer à l'égard du programme d'efficacité opérationnelle, mais certains écarts par rapport aux estimations déjà inscrites pourraient modifier les montants qui seront comptabilisés dans les périodes ultérieures. En 2003, des coûts de restructuration et de réduction de l'effectif ont été comptabilisés au titre d'initiatives entreprises dans le cadre du programme d'efficacité opérationnelle, lequel a maintenant pris fin. Le nombre de départs en vertu du programme s'est établi à environ 50 employés au premier trimestre de 2004, et les coûts connexes ont été comptabilisés au quatrième trimestre de 2003. Le nombre net de départs en vertu du programme d'efficacité opérationnelle, lequel a débuté en 2001 et est maintenant terminé, s'élève à environ 7 550 employés, à savoir 5 500 postes d'unité de négociation et 2 050 postes de gestion. Les réductions de coûts cumulatives découlant de l'amélioration de la structure des coûts du secteur Communications depuis le lancement du programme

d'efficacité opérationnelle ont augmenté et s'établissent à environ 477 millions de dollars au 31 mars 2004. TELUS s'attend à réaliser en 2004 les économies annuelles récurrentes estimatives de 550 millions de dollars annoncées précédemment relativement au programme.

BAlIA par secteur

Trimestres terminés les 31 mars	2004	2003	Variation	%
(en millions de dollars)				
Secteur Communications	473,5	485,7	(12,2)	(2,5)
Secteur Mobilité	247,8	178,6	69,2	38,7
TELUS - consolidé	721,3	664,3	57,0	8,6

Marge du BAlIA(1) par secteur (en %)

Trimestres terminés les 31 mars	2004	2003	Variation
(en %)			
Secteur Communications	39,6	39,4	0,2 pt
Secteur Mobilité(2)	38,9	33,3	5,6 pt
TELUS - consolidé	40,0	38,2	1,8 pt

(1) BAlIA divisé par le total des produits.

(2) Le BAlIA exprimé en pourcentage des produits tirés des services de réseau s'est élevé à 41,8 % pour 2004, comparativement à 36,3 % en 2003.

Après normalisation pour tenir compte de la charge de rémunération à base d'actions comptabilisée en 2004 et des frais de restructuration hors caisse comptabilisés en 2004 et en 2003, le BAlIA du secteur Communications a augmenté de 2,4 millions de dollars, ou 0,5 %, au premier trimestre de 2004, comparativement au premier trimestre de 2003, car la baisse des frais d'exploitation a légèrement excédé celle des produits.

La croissance importante du BAlIA et de la marge connexe de TELUS Mobilité est attribuable à l'augmentation importante du RMPA et du nombre d'abonnés, ainsi qu'à la légère amélioration du taux de désabonnement et aux mesures de compression des coûts. Par conséquent, le BAlIA a augmenté de 38,7 %, et la marge du BAlIA s'est améliorée de 5,6 points de pourcentage au premier trimestre de 2004, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La marge du BAlIA, exprimée en pourcentage des produits tirés des services de réseau, s'est élevée à 41,8 % au premier trimestre de 2004, soit une amélioration par rapport à 36,3 % au trimestre correspondant de 2003. Ce résultat constitue un écart positif de 5,5 points de pourcentage.

Amortissement

Trimestres terminés les 31 mars	2004	2003	Variation	%
(en millions de dollars)				
Amortissement des immobilisations corporelles	321,7	318,6	3,1	1,0
Amortissement des actifs incorporels	88,7	92,5	(3,8)	(4,1)
	410,4	411,1	(0,7)	(0,2)

 L'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels a peu varié au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de 2003. L'accroissement de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels relatifs à l'augmentation des immobilisations liées aux réseaux de transmission des données et aux services sans fil a été en grande partie contrebalancé par les radiations de certaines immobilisations liées aux logiciels effectuées au cours de l'exercice 2003.

Autres charges

(en millions de dollars)	2004	2003	Variation	%
Trimestres terminés				
les 31 mars	1,2	5,6	(4,4)	(78,6)

Les autres charges comprennent la charge liée à la titrisation de créances, les revenus (la perte) ou la réduction de valeur de placements de portefeuille, les gains et les pertes sur la cession de propriétés, ainsi que les dons de bienfaisance.

La charge liée à la titrisation de créances a reculé de 2,5 millions de dollars pour s'établir à 1,0 million au premier trimestre de 2004, comparativement à la période correspondante de 2003. Cette baisse découle de la réduction continue du montant des créances titrisées. Se reporter à la rubrique "Situation de trésorerie et sources de financement - Vente de créances". Des gains nets de 2,1 millions de dollars ont été constatés au premier trimestre de 2004 eu égard à la cession de propriétés, y compris la vente de plusieurs bâtiments. Les pertes de 0,8 million de dollars découlant des placements de portefeuille et la charge de 1,4 million relative aux dons de bienfaisance comptabilisées au premier trimestre de 2004 n'ont pas varié considérablement par rapport aux résultats constatés à la période correspondante de l'exercice précédent.

Coûts de financement

(en millions de dollars)	2004	2003	Variation	%
Trimestres terminés				
les 31 mars	145,0	164,3	(19,3)	(11,7)

Les coûts de financement comprennent les intérêts débiteurs sur les dettes à long terme et à court terme (y compris les intérêts sur les débentures convertibles), les intérêts créditeurs, les gains et pertes de change et l'amortissement des frais d'émission de titres d'emprunt. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires.

Les intérêts sur les dettes à long terme et à court terme se sont établis à 165,4 millions de dollars au premier trimestre de 2004. Ce résultat représente une diminution de 8,9 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2003, qui est principalement attribuable au remboursement des facilités bancaires, des billets à moyen terme et des obligations hypothécaires de premier rang, effectué après le premier trimestre de 2003. Comme TELUS maintient un programme de couverture comprenant des swaps de devises, ses coûts de financement à long terme ont généralement été insensibles au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. La dette, qui comprend la dette à long terme, la tranche à court terme et le passif de couverture reporté, a diminué pour se chiffrer à 7 571 millions de dollars au 31 mars 2004, comparativement à 7 577 millions au 31 décembre 2003 et à 8 223 millions au 31 mars 2003. L'encours moyen de la dette s'est établi à 7 572 millions de dollars au premier trimestre de 2004,

par rapport à 8 362 millions à la période correspondante de 2003.

Les intérêts créditeurs, qui ont pour effet de diminuer les coûts de financement, se sont établis à 19,8 millions de dollars au premier trimestre de 2004, en hausse de 9,4 millions par rapport à la période correspondante de 2003. Les intérêts créditeurs constatés au cours des deux périodes découlaient principalement des remboursements d'impôts reçus à la suite du règlement de diverses questions d'ordre fiscal liées aux exercices précédents.

Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars)	2004	2003	Variation	%
Trimestres terminés les 31 mars	62,6	(6,9)	69,5	n.s.

L'augmentation des impôts sur les bénéfices en 2004 par rapport à 2003 découle surtout de hausses du bénéfice avant impôts de 81,4 millions de dollars. Le taux d'imposition effectif pour 2003 a été touché favorablement par un ajustement d'impôt positif de 47,0 millions de dollars au titre du règlement de questions d'ordre fiscal liées aux exercices précédents, pour lesquels les taux d'imposition étaient plus élevés. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires.

Part des actionnaires sans contrôle

(en millions de dollars)	2004	2003	Variation	%
Trimestres terminés les 31 mars	0,8	0,7	0,1	14,3

La part des actionnaires sans contrôle représente principalement la participation d'associés dans plusieurs petites filiales.

Dividendes sur actions privilégiées

(en millions de dollars)	2004	2003	Variation	%
Trimestres terminés les 31 mars	0,9	0,9	-	-

Le dividende trimestriel sur actions privilégiées est demeuré inchangé. Le 25 mars 2004, TELUS Communications Inc. a posté des avis de rachat aux détenteurs de ses actions préférentielles et privilégiées émises dans le public. Le 12 février 2004, la société a annoncé son intention de racheter ses actions préférentielles et privilégiées émises dans le public. Elle utilisera les fonds affectés à ses besoins généraux pour racheter neuf catégories d'actions préférentielles et privilégiées, moyennant une contrepartie totale d'environ 72,8 millions de dollars.

Situation de trésorerie et sources de financement

Rentrées liées aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	2004	2003	Variation	%
Trimestres terminés les 31 mars	588,1	404,7	183,4	45,3

Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont progressé au premier trimestre de 2004 par rapport à 2003, en raison principalement des recouvrements d'impôts réalisés relativement au règlement de questions d'ordre fiscal (y compris les intérêts créditeurs), de la baisse des paiements effectués dans le cadre des programmes de restructuration, d'une rentabilité accrue de l'exploitation, de la diminution des intérêts débiteurs et du faible recul des créditeurs et charges à payer, contrebalancés en partie par la réduction des créances titrisées et par une augmentation des cotisations versées aux régimes à prestations déterminées.

- Les recouvrements d'impôts en espèces liés au règlement de questions d'ordre fiscal touchant les exercices précédents se sont établis à 111,1 millions de dollars ou 104,6 millions déduction faite des acomptes provisionnels au premier trimestre de 2004, comparativement à 0,6 million déduction faite des acomptes provisionnels au premier trimestre de 2003.
- Les paiements versés au titre des activités de restructuration et de réduction de l'effectif se sont chiffrés à 68,4 millions de dollars au premier trimestre de 2004, par rapport à 153,9 millions à la période correspondante de 2003.
- Le BAIIA a progressé de 57,0 millions de dollars au premier trimestre de 2004, comparativement à la période correspondante de 2003.
- Les intérêts payés ont reculé de 13,2 millions de dollars pour s'établir à 22,8 millions au premier trimestre de 2004, par rapport à la période correspondante de 2003, en raison de la réduction de la dette.
- Les intérêts reçus ont augmenté de 13,2 millions de dollars pour se chiffrer à 14,2 millions au premier trimestre de 2004, comparativement à la période correspondante de 2003, en raison surtout du règlement de questions d'ordre fiscal.
- La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement liée aux créditeurs et charges à payer, à l'exception de la variation des intérêts courus, a progressé de 58,2 millions de dollars, résultat qui reflète la baisse moindre des niveaux d'activité trimestriels séquentiels au premier trimestre de 2004, par rapport à la période correspondante de 2003.
- Les cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés ont augmenté de 10,6 millions de dollars pour s'établir à 28,6 millions, en raison principalement des différents moments auxquels les cotisations ont été versées.
- La société a effectué des paiements de 150 millions de dollars au premier trimestre de 2004 pour réduire la titrisation de créances, par rapport à des paiements nets de 21,0 millions à la période correspondante de 2003.

Sorties liées aux activités d'investissement

(en millions de dollars)	2004	2003	Variation	%
Trimestres terminés				
les 31 mars	298,6	182,6	116,0	63,5

En comparaison avec les montants inscrits à la période correspondante de 2003, les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté au premier trimestre de 2004. Ce résultat découle principalement de la hausse des dépenses en immobilisations, qui a été contrebalancée en partie par le produit de 12,1 millions de dollars tiré de la vente d'actifs secondaires, y compris plusieurs propriétés. Les résultats du premier trimestre de 2003 comprenaient un produit en espèces de 19,3 millions de dollars découlant de la vente d'un immeuble administratif aux termes d'une opération de vente et de cession-bail, eu égard à laquelle un gain avant impôts de 8,2 millions a été reporté et est amorti sur la durée du contrat de location.

Dépenses en immobilisations sectorielles

Trimestres terminés les	2004	2003	Variation	%
31 mars				
(en millions de dollars)				
Secteur Communications	259,4	153,5	105,9	69,0
Secteur Mobilité	50,3	54,3	(4,0)	(7,4)
Total des dépenses en immobilisations	309,7	207,8	101,9	49,0
Intensité des dépenses en immobilisations(1) (%)	17,2	11,9	5,3	

(1) L'intensité des dépenses en immobilisations est mesurée en divisant les dépenses en immobilisations par les produits d'exploitation, exprimée en pourcentage des produits. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses en immobilisations avec celui d'autres entreprises du même secteur.

- Les dépenses en immobilisations du secteur Communications ont augmenté au premier trimestre de 2004 par rapport au premier trimestre de 2003. Les dépenses en immobilisations au premier trimestre de 2003 se sont avérées beaucoup moins élevées que d'habitude en raison de l'incidence des initiatives liées au programme d'efficacité opérationnelle, lesquelles se sont traduites par la suppression d'environ 2 500 postes au quatrième trimestre de 2002. Les dépenses en immobilisations liées aux activités exercées en tant qu'entreprise autre qu'une ESLT ont augmenté de 23,7 millions de dollars pour s'établir à 42,3 millions, afin surtout d'appuyer la stratégie de la société relative aux services IP et la prestation de services aux nouveaux clients. Les dépenses en immobilisations liées aux activités exercées en tant qu'une ESLT ont augmenté de 82,2 millions de dollars pour se chiffrer à 217,1 millions au premier trimestre de 2004, par rapport à la période correspondante de 2003, en raison des dépenses importantes engagées relativement à l'infrastructure du réseau, afin d'améliorer le service à la clientèle et la fiabilité du réseau, ainsi que des dépenses liées aux systèmes et processus internes et de la mise en oeuvre de nouveaux services. Les dépenses liées aux installations et systèmes Internet haute vitesse ("LNPA") ont progressé de 16,1 millions de dollars pour s'établir à 36,6 millions, afin de soutenir la croissance du nombre d'abonnés.

Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations du secteur Communications s'est chiffré à 21,7 % et à 12,5 %, respectivement, aux premiers trimestres de 2004 et de 2003. Les flux de trésorerie (BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations) ont reculé de 118,1 millions de dollars pour se chiffrer à 214,1 millions au premier trimestre de 2004, comparativement à la période correspondante de 2003, en raison de la hausse des dépenses en immobilisations et, dans une mesure moindre, d'une charge de restructuration accrue de 9,4 millions.

- Les dépenses en immobilisations du secteur Mobilité ont reculé légèrement au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de 2003. TELUS Mobilité a continué d'accroître la couverture des services numériques de téléphonie sans fil, et a poursuivi l'établissement d'hyperfréquences au premier trimestre de 2004 en vue de réduire les coûts futurs de transmission sur lignes

louées. Le léger recul des dépenses en immobilisations par rapport à l'exercice précédent découle en grande partie de la baisse des coûts des équipements d'infrastructure, du raffermissement du dollar canadien et du moment auquel les dépenses en immobilisations liées au réseau ont été engagées.

L'intensité des dépenses en immobilisations de TELUS Mobilité a diminué à 7,9 % au premier trimestre de 2004, comparativement à 10,1 % au premier trimestre de 2003, en raison principalement de la hausse sensible des produits tirés des services de réseau. Les dépenses en immobilisations sont habituellement moins élevées au premier trimestre, mais le secteur Mobilité s'attend à ce que l'intensité des dépenses en immobilisations se situe à environ 13 % pour tout l'exercice. Etant donné la croissance continue du BAIIA et la plus faible intensité des dépenses en immobilisations, le secteur Mobilité a dégagé des flux de trésorerie records s'élevant à 197,5 millions de dollars, ou 31,0 %, du total des produits au premier trimestre de 2004, comparativement à 124,3 millions, ou 23,2 %, à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie consolidés ont reculé de 44,9 millions de dollars pour s'établir à 411,6 millions au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de 2003, car la hausse des dépenses en immobilisations du secteur Communications a été contrebalancée en partie par l'amélioration du BAIIA du secteur Mobilité.

Sorties liées aux activités de financement

(en millions de dollars)	2004	2003	Variation	%
-----	-----	-----	-----	-----
Trimestres terminés				
les 31 mars	22,2	205,7	(183,5)	(89,2)
-----	-----	-----	-----	-----

Les sorties liées aux activités de financement ont diminué au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de 2003, pour les raisons suivantes :

- Emission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote - Le produit reçu des nouvelles actions émises en vertu du régime d'achat d'actions à l'intention des employés, des régimes de rémunération à base d'actions et des bons de souscription s'est établi à 27,0 millions de dollars en 2004, comparativement à un produit de 20,1 millions en 2003 tiré du régime d'achat d'actions à l'intention des employés et des régimes de rémunération à base d'actions.
- Dividendes aux actionnaires - Les dividendes en espèces versés aux actionnaires ont diminué de 2,5 millions de dollars pour s'établir à 42,3 millions au premier trimestre de 2004 par rapport à la période correspondante de 2003. La diminution des dividendes en espèces découle d'une hausse du nombre d'inscriptions au régime de réinvestissement des dividendes (environ 24 % pour le dividende versé en janvier 2004, par rapport à approximativement 17 % un an plus tôt), contrebalancée en partie par l'accroissement du nombre d'actions en circulation. Le dividende trimestriel de 15 cents versé par action ordinaire et par action sans droit de vote est demeuré inchangé par rapport à l'exercice précédent. Le taux de participation au régime de réinvestissement des dividendes a diminué pour s'établir à environ 13 % au début d'avril 2004, ce qui devrait donner lieu à une augmentation de quelque 6 millions de dollars des dividendes en espèces versés au deuxième trimestre de 2004, comparativement aux dividendes versés au premier trimestre de 2004.
- Les remboursements nets de la dette (dette à long terme, déduction

faite des remboursements et des rachats de la dette à long terme et de la variation des obligations à court terme) se sont chiffrés à 6,9 millions de dollars au premier trimestre de 2004, comparativement à 182,6 millions à la période correspondante de 2003. Les remboursements nets de la dette au premier trimestre de 2004 concernaient principalement des facilités bancaires, dont l'encours a atteint 34,0 millions de dollars au cours de la période, avant d'être remboursé intégralement. Les remboursements prévus pour le reste de 2004 comprennent ce qui suit : 189,5 millions de dollars de débetures de série A de TELUS Communications Inc. échéant le 24 août 2004, 20 millions de dollars de billets à moyen terme de TELUS Communications Inc. échéant le 25 août 2004, et des contrats de location-acquisition.

Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Périodes terminées les	31 mars 2004	31 mars 2003	Variation	31 décembre 2003

Composantes des ratios d'endettement et de couverture				

Dette nette(1) (en millions de dollars)	7 360,6	8 337,7	(977,1)	7 658,6
Total des capitaux investis(2) - valeur comptable (en millions de dollars)	13 910,5	14 705,5	(795,0)	14 190,9
BAlIA (excluant les coûts de restructuration)(3) (sur 12 mois) (en millions de dollars)	2 910,5	2 600,1	310,4	2 844,1
Montant net des intérêts débiteurs(4) (sur 12 mois) (en millions de dollars)	617,2	678,1	(60,9)	636,5
Ratios d'endettement				

Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	95,4	95,1	0,3	100,0
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	6,0	6,5	(0,5)	6,2
Dette nette/total des capitaux investis (en %)	52,9	56,7	(3,8)	54,0
Dette nette/BAlIA(5)	2,5	3,2	(0,7)	2,7
Ratios de couverture				

Couverture par le bénéfice(6)	1,9	0,7	1,2	0,7
Couverture des intérêts(7) par le BAlIA	4,7	3,8	0,9	4,4
Autres mesures				

Flux de trésorerie disponibles(8) (sur trois mois, en millions de dollars)	443,3	267,6	175,7	71,5
Flux de trésorerie disponibles (sur 12 mois, en millions de dollars)	1 020,6	42,9	977,7	844,9

- (1) Par dette nette, on entend la dette à long terme (y compris les débentures convertibles) plus les obligations à court terme et les chèques en circulation moins l'encaisse et les placements temporaires et plus le passif (moins l'actif) de la couverture relative aux swaps de devises sur les billets libellés en dollars américains. Le passif de la couverture relative aux swaps de devises s'établissait à 700,0 millions de dollars au 31 mars 2004 (passif de couverture reporté de 204,6 millions au 31 mars 2003 et de 745,8 millions au 31 décembre 2003). La dette nette calculée aux présentes comporte un montant nominal lié à la titrisation de créances d'environ 62,8 millions de dollars au 31 mars 2004 (121,5 millions au 31 mars 2003 et 88,1 millions au 31 décembre 2003), qui doit être inclus dans le numérateur du calcul du ratio financier prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS. La dette nette n'est pas touchée par les fluctuations de change étant donné qu'elle inclut (déduit) le passif (l'actif) de couverture net reporté.
 - (2) Le total des capitaux investis représente la dette nette plus la part des actionnaires sans contrôle et les capitaux propres.
 - (3) BAIIA (excluant les coûts de restructuration et de réduction de l'effectif de 37,7 millions de dollars, de 563,9 millions et de 28,3 millions, respectivement, pour les périodes de 12 mois terminées le 31 mars 2004, le 31 mars 2003 et le 31 décembre 2003). Le BAIIA (excluant les coûts de restructuration) sert à calculer le ratio dette nette/BAIIA et la couverture des intérêts par le BAIIA, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit.
 - (4) Le montant net des intérêts débiteurs représente le montant net des coûts de financement avant les gains liés au rachat et au remboursement de la dette, calculé sur 12 mois. Des gains liés au rachat et au remboursement de la dette ont été comptabilisés aux troisième et quatrième trimestres de 2002. Exclusion faite des intérêts créditeurs, le montant net des intérêts débiteurs pour les périodes de 12 mois terminées les 31 mars 2004 et 2003 s'est élevé à 669,9 millions de dollars et à 714,1 millions, respectivement, et à 679,8 millions pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003.
 - (5) Le ratio dette nette/BAIIA représente la dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA sur 12 mois, le BAIIA excluant les coûts de restructuration. Cette mesure est essentiellement identique au ratio financier prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.
 - (6) Le ratio de couverture par le bénéfice est une mesure sur 12 mois du bénéfice net avant les intérêts débiteurs sur le total de la dette et les impôts sur les bénéfices divisé par les intérêts débiteurs sur la dette totale.
 - (7) La couverture des intérêts par le BAIIA représente le BAIIA (excluant les coûts de restructuration) divisé par le montant net des intérêts débiteurs (incluant les intérêts sur les débentures convertibles). Exclusion faite des intérêts créditeurs, ce ratio s'est établi à 4,3, et 3,6, respectivement, pour les périodes de 12 mois terminées les 31 mars 2004 et 2003, et à 4,2 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.
 - (8) Se reporter à la note 2 du tableau des résultats d'exploitation.
-

Le solde de la dette à long terme, qui comprend la tranche à court terme, s'est établi à 6 871 millions de dollars au 31 mars 2004, en hausse de 40 millions par rapport au 31 décembre 2003. L'augmentation du solde de la dette comprenait une hausse de 45,8 millions de dollars de la valeur en dollars canadiens des billets libellés en dollars américains, découlant de la dépréciation d'environ 1 % du dollar canadien au premier trimestre de 2004. La dette de TELUS libellée en dollars américains est entièrement couverte, ce qui

a donné lieu à la constatation d'une diminution correspondante de 45,8 millions de dollars au titre du passif de couverture net reporté.

Le pourcentage de la dette à taux fixe au 31 mars 2004 est demeuré relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent. Bien que le montant tiré en vertu des facilités bancaires, qui était de 504 millions de dollars au début de l'exercice précédent, ait diminué pour s'établir à néant, TELUS a converti une tranche de 350 millions de dollars de la dette à taux fixe en une dette à taux variable au cours du trimestre, au moyen d'un swap d'intérêt. Après le 31 mars 2004, TELUS a converti une tranche supplémentaire de 150 millions de dollars de la dette à taux fixe en une dette à taux variable, réduisant ainsi à 93,4 % le pourcentage de dette à taux fixe. Le ratio de la dette nette sur le total des capitaux investis au 31 mars 2004 a diminué par rapport à l'exercice précédent, en raison des remboursements de la dette et de l'accroissement des bénéfices non répartis depuis le premier trimestre de 2003. Le ratio de la dette nette sur le BAIIA au 31 mars 2004 s'est sensiblement amélioré par rapport à l'exercice précédent, en raison de la réduction de la dette et de l'augmentation du BAIIA (excluant les coûts de restructuration) sur 12 mois. Le ratio de couverture du bénéfice s'est grandement amélioré en raison de l'augmentation du bénéfice avant intérêt et impôts en 2004. Le ratio de couverture des intérêts par le BAIIA s'est également amélioré, en raison de l'augmentation du BAIIA (excluant les coûts de restructuration) et de la baisse du montant net des intérêts débiteurs, compte tenu d'intérêts créditeurs considérables.

Les flux de trésorerie disponibles pour le trimestre terminé le 31 mars 2004 ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'amélioration du BAIIA, des recouvrements d'impôts en espèces, de la baisse des paiements effectués dans le cadre des programmes de restructuration et de la réduction des intérêts versés, contrebalancés en partie par la hausse des dépenses en immobilisations. Les flux de trésorerie disponibles pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2004 ont augmenté comparativement à l'exercice précédent, résultat attribuable aux raisons dont il est fait mention ci-dessus ainsi qu'à la baisse importante des dépenses en immobilisations.

Information sur les actions en circulation

En vertu de l'article 5.4 du Règlement canadien 51-102, la société est tenue de fournir des informations sur les titres en circulation de l'émetteur assujetti à la date la plus proche possible. En vertu de cet article, les informations suivantes doivent être fournies :

- le nombre d'actions de chaque catégorie et série de titres comportant droit de vote ou de titres de participation dont des titres sont en circulation;
- le nombre d'actions qui peuvent être émises par suite de la conversion, de l'exercice ou de l'échange des titres en circulation de l'émetteur assujetti, pour chaque catégorie et série de titres dont des titres sont en circulation, si ces titres permettent d'obtenir, par voie de conversion, d'exercice ou d'échange, des titres comportant droit de vote ou des titres de participation émis par l'émetteur assujetti.

Le sommaire ci-après illustre le nombre d'actions en circulation de chaque catégorie de titres participatifs au 31 mars 2004 et au 26 avril 2004. De plus, le nombre total d'actions en circulation pouvant être émises qui est présenté au 26 avril 2004 se fonde sur l'hypothèse selon laquelle toutes les débetures convertibles et options et tous les bons de souscription ont été convertis.

Catégorie de titres participatifs	Actions sans		Nombre total d'actions en circulation
	Actions ordinaires en circulation	droit de vote en circulation	

Au 31 mars 2004

Avoir des porteurs d'actions ordinaires - Actions ordinaires en circulation	191 573 384	-	191 573 384
Avoir des porteurs d'actions ordinaires - Actions sans droit de vote en circulation	-	162 088 340	162 088 340
	-----	-----	-----
	191 573 384	162 088 340	353 661 724(1)
	-----	-----	-----

Au 26 avril 2004

Avoir des porteurs d'actions ordinaires - Actions ordinaires en circulation	191 801 627	-	191 801 627
Avoir des porteurs d'actions ordinaires - Actions sans droit de vote en circulation	-	162 361 327	162 361 327
	-----	-----	-----
	191 801 627	162 361 327	354 162 954
	-----	-----	-----

Actions en circulation et pouvant être émises(2) au 26 avril 2004

Actions ordinaires et actions sans droit de vote en circulation	191 801 627	162 361 327	354 162 954
Débiteures convertibles de TELUS Corporation	-	3 765 819	3 765 819
Options	3 309 508	23 307 042	26 616 550
Bons de souscription	-	677 412	677 412
	-----	-----	-----
	195 111 135	190 111 600	385 222 735
	-----	-----	-----

(1) Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action pour le premier trimestre de 2004, le nombre d'actions en circulation au 31 mars 2004 s'établit à 355 631 524.

(2) En supposant une conversion intégrale et compte non tenu des prix d'exercice.

Facilités de crédit

Au 31 mars 2004, les facilités de crédit de TELUS comprenaient une facilité de crédit renouvelable de 1,5 milliard de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) échéant le 30 mai 2004 (sur laquelle aucun montant n'avait été tiré et 98,2 millions de dollars de lettres de crédit avaient été émises, mais non utilisées), une facilité de crédit renouvelable de 600 millions de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) de 364 jours non utilisée, prorogable au gré de TELUS pour tout montant impayé au 26 mai 2004 pour un an sur une base non renouvelable, et environ 74 millions de dollars sous forme d'autres facilités de crédit bancaires (sur lesquelles 2 millions de dollars avaient été tirés et environ 4,3 millions de dollars de lettres de crédit avaient été émises, mais non utilisées).

TELUS a obtenu des engagements de 1,6 milliard de dollars d'un consortium constitué d'institutions financières. Les nouvelles facilités de crédit se composeront : i) d'une facilité de crédit renouvelable d'un montant de 800 millions de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) et d'une durée de quatre ans; ii) d'une facilité de crédit renouvelable d'un montant disponible de 800 millions de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) et d'une durée de 364 jours, qui peut être prorogée au gré de la société pour une période non renouvelable de un an, pour tout montant impayé à la date anniversaire. Ces nouvelles facilités devraient remplacer les facilités de crédit émises existantes avant les dates de résiliation desdites facilités. Les engagements sont assujettis à l'examen de la documentation finale.

Au 31 mars 2004, TELUS disposait de liquidités non utilisées excédant largement 1 milliard de dollars. Les facilités de crédit de TELUS comportent les clauses restrictives habituelles. Celles-ci lui interdisent notamment de laisser son ratio de levier financier consolidé (dette à long terme et montant de titrisation de l'actif sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4,0:1 (environ 2,5:1 au 31 mars 2004) et de laisser son ratio de couverture consolidé (BAIIA sur intérêts débiteurs et charges liées à la titrisation de l'actif sur 12 mois) être inférieur à 2,5:1 (environ 4,8:1 au 31 mars 2004) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu de la convention de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA. Les calculs ne devraient pas présenter de différences importantes. La réévaluation des immobilisations, des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives, et l'accès continu aux facilités de crédit de TELUS n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une cote de solvabilité en particulier.

Vente de créances

TELUS Communications Inc., filiale en propriété exclusive de TELUS, peut vendre une participation dans certaines de ses créances jusqu'à concurrence de 650 millions de dollars. Elle doit maintenir une cote de solvabilité de Dominion Bond Rating Service ("DBRS") d'au moins BBB (faible), sinon l'acheteur pourra exiger de freiner le programme de vente. Au 26 avril 2004, la cote de solvabilité était plus élevée de deux niveaux, à savoir BBB (élevée), que la cote devant être maintenue. Le produit des créances titrisées au 31 mars 2004 a diminué pour se chiffrer à 150 millions de dollars, comparativement à 454 millions à l'exercice précédent et à 300 millions au 31 décembre 2003. Le produit moyen tiré des activités de titrisation s'est établi à 275 millions de dollars au premier trimestre de 2004, par rapport à 467 millions à la période correspondante de 2003.

Les facilités de crédit de TELUS exigent qu'une tranche des créances vendues soit ajoutée à la dette aux fins du calcul du ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de la convention de crédit. Cette tranche est calculée sur une base mensuelle et dépend du rendement continu au chapitre du recouvrement du lot de créances. Au 31 mars 2004, ce montant, défini comme le montant de titrisation de l'actif, était de 62,8 millions de dollars.

Cotes de solvabilité

Le 5 avril 2004, Dominion Bond Rating Service a placé la cote de crédit de TELUS Communications (Québec) Inc. sous examen avec incidences positives. Comme il est mentionné dans le Rapport annuel 2003 de TELUS, le 2 mars 2004, Moody's Investor Service a relevé la cote de solvabilité concernant les billets de premier rang de TELUS à Baa3 (cote de solvabilité de qualité) avec perspective stable. En mars 2004, Standard & Poor's ("S&P") a confirmé la cote de solvabilité à long terme "BBB" de TELUS et de TELUS Communications Inc., en attribuant à chacune une perspective "stable". S&P a également confirmé la cote de solvabilité "BBB" concernant les billets de 70 millions de dollars de TELUS Communications (Québec) Inc. échéant en février 2007, et la cote "A-" concernant ses obligations hypothécaires de premier rang de 30 millions de dollars échéant en juillet 2010. S&P a retiré les cotes de solvabilité de TELUS Communications (Québec) Inc. par suite de l'annonce des plans visant à céder la quasi-totalité des actifs et des activités de TELUS Communications (Québec) Inc. à TELUS Communications Inc. TELUS vise à conserver son accès aux marchés financiers à un coût raisonnable en maintenant des cotes de solvabilité de qualité.

Arrangements hors bilan et engagements contractuels

Instruments financiers (note 3 des états financiers consolidés intermédiaires)

Au cours du premier trimestre de 2004, la société a établi deux relations de couverture auxquelles la comptabilité de couverture s'applique. L'une de ces relations de couverture permet de fixer la charge de rémunération découlant de l'octroi d'unités d'actions subalternes, et l'autre donne lieu à la conversion théorique d'une tranche de 350 millions de dollars des billets (en dollars canadiens) échéant en 2006, dans le cadre de laquelle le taux fixe de 7,5 % a été remplacé par un taux variable basé sur le taux des acceptations bancaires canadiennes de trois mois plus une marge. Au début d'avril 2004, la société a établi une autre relation de couverture qui a porté à 500 millions de dollars la tranche des billets (en dollars canadiens) venant à échéance en 2006 visée par la conversion théorique donnant prise d'effet à un taux variable basé sur le taux des acceptations bancaires canadiennes de trois mois plus une marge.

Au 31 mars 2004, la société avait conclu des contrats de change à terme qui permettent de fixer les taux de change sur une tranche de 60 millions de dollars américains des engagements d'achat de l'exercice 2004; la comptabilité de couverture a été appliquée à ces contrats de change à terme, qui se rapportent tous au secteur Mobilité.

Juste valeur : La juste valeur de la dette à long terme et des débetures convertibles de la société est évaluée en fonction des cours au marché de ces titres ou de titres similaires ou en fonction des taux courants offerts à la société pour des titres de créance de même échéance ainsi que par l'utilisation de flux de trésorerie futurs actualisés à l'aide des taux courants pour des instruments financiers similaires d'une durée semblable et exposés à des risques comparables. La juste valeur des instruments financiers dérivés de la société utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change est évaluée de manière similaire.

Engagements et passifs éventuels (note 15 des états financiers consolidés intermédiaires)

La société compte divers engagements et passifs éventuels. Conformément aux décisions 2002 34 et 2002-43 du CRTC sur le plafonnement des prix, la société reporte une portion des produits d'exploitation dans un compte de report, dont le solde s'établissait à 93 millions de dollars au 31 mars 2004. Le mécanisme qui sert à utiliser le solde du compte de report, autre que le montant déjà approuvé par le CRTC, fait actuellement l'objet d'une instance du CRTC, comme il est mentionné à la rubrique "Risques et incertitudes - Décisions réglementaires". La société avait des engagements en cours de 88,5 millions de dollars au titre de ses programmes de restructuration au 31 mars 2004. Les montants maximaux et non actualisés des garanties pour le reste de l'exercice 2004, sans tenir compte de la probabilité qu'un tel paiement soit nécessaire, se chiffrent à 22,3 millions de dollars.

Indications définitives pour 2004

Les indications définitives établies par la direction pour 2004 sont les suivantes :

- Le bénéfice de base par action a été augmenté afin de tenir compte des intérêts créditeurs supplémentaires découlant du règlement de questions d'ordre fiscal.
- Les produits d'exploitation du secteur Communications de TELUS ont été révisés à la baisse par suite de la faiblesse des produits tirés des activités exercées en tant qu'ESLT et de la faible croissance des produits tirés des services de transmission de données dans le cadre des activités exercées en tant qu'entreprise autre qu'une ESLT.
- Le BAIIA consolidé demeure inchangé, car la hausse du BAIIA de TELUS Mobilité devrait être contrebalancée par la baisse du BAIIA du secteur Communications, pour lequel l'indication a été révisée afin de tenir compte de la plus faible croissance des produits d'exploitation.

	Indications définitives pour 2004	Objectifs pour 2004	Variation
<hr/>			
Chiffres consolidés			
Produits	7,45 G\$ à 7,55 G\$	7,45 G\$ à 7,55 G\$	-
<hr/>			
BAIIA(1)	2,95 G\$ à 3,05 G\$	2,95 G\$ à 3,05 G\$	-
<hr/>			
Bénéfice par action			
- de base	1,10 \$ à 1,30 \$	1,05 \$ à 1,25 \$	cinq cents
<hr/>			
Dépenses en immobilisations	environ 1,225 G\$	environ 1,225 G\$	-
<hr/>			
Flux de trésorerie disponibles(2)	1,13 G\$ à 1,23 G\$	1,13 G\$ à 1,23 G\$	-
<hr/>			
Ratio dette nette/BAIIA(3)	2,5 fois ou moins	2,5 fois ou moins	-
<hr/>			
Secteur Communications			
Produits (externes)	4,7 G\$ à 4,8 G\$	4,8 G\$ à 4,85 G\$	(50) M\$ à (100) M\$
<hr/>			
Produits en tant qu'entreprise autre qu'une ESLT	550 M\$ à 575 M\$	environ 610 M\$	(35) M\$ à (60) M\$
<hr/>			
BAIIA	1,925 G\$ à 1,975 G\$	1,975 G\$ à 2,025 G\$	(50) M\$
<hr/>			
BAIIA en tant qu'entreprise autre qu'une ESLT	(20) M\$ à (30) M\$	environ 5 M\$	(25) M\$ à (35) M\$
<hr/>			
Dépenses en immobilisations	environ 875 M\$	environ 875 M\$	-
<hr/>			
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	environ 125 000	environ 125 000	-
<hr/>			
Secteur Mobilité			
Produits (externes)	2,65 G\$ à 2,7 G\$	2,65 G\$ à 2,7 G\$	-
<hr/>			
BAIIA	1,0 G\$ à 1,05 G\$	975 M\$ à 1,025 G\$	25 M\$
<hr/>			
Dépenses en immobilisations	environ 350 M\$	environ 350 M\$	-
<hr/>			
Ajouts nets d'abonnés aux services sans fil	375 000 à 425 000	375 000 à 425 000	-
<hr/>			

(1) Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement tel que calculé ci-dessous. L'objectif pour 2004 reflète également l'adoption des

recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA portant sur les rémunérations et autres paiements à base d'actions, qui devraient s'établir à environ 45 millions de dollars en 2004.

(en millions de dollars)	Objectif pour 2004	

Produits d'exploitation	7 450	à 7 550
Moins : Charges d'exploitation	4 470	4 470
Moins : Coûts de restructuration et de réduction de l'effectif	30	30

BAlIA	2 950	à 3 050

- (2) S'entendent du BAlIA incluant les coûts de restructuration et de réduction de l'effectif, les intérêts en espèces reçus et l'excédent de la charge de rémunération à base d'actions sur les paiements au titre de la rémunération à base d'actions, moins les intérêts en espèces payés, les impôts en espèces, les dépenses en immobilisations et les paiements en espèces au titre de la restructuration. La définition de flux de trésorerie disponibles a été modifiée pour l'exercice 2004 afin de tenir compte d'un changement dans la façon dont la société mesure le rendement d'exploitation, car cette dernière s'attend à effectuer des paiements au titre de la restructuration dans un avenir prévisible, et le niveau des dividendes est déterminé en tenant compte du montant des flux de trésorerie avant le versement des dividendes.

(en millions de dollars)	Objectif pour 2004	

BAlIA	2 950	à 3 050
Coûts de restructuration et de réduction de l'effectif, déduction faite des versements en espèces	(85)	(85)
Excédent de la charge de rémunération à base d'actions sur les paiements	35	35
Intérêts en espèces payés, déduction faite des intérêts en espèces reçus	(650)	(650)
Impôts reçus (payés), y compris les crédits d'impôt à l'investissement	105	105
Dépenses en immobilisations	(1 225)	(1 225)

Flux de trésorerie disponibles	1 130	à 1 230

- (3) Ratio dette nette/BAlIA pour lequel le BAlIA exclut les coûts de restructuration et de réduction de l'effectif. Cette mesure est essentiellement identique au ratio financier prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

5. Risques et incertitudes

Les rubriques qui suivent constituent une mise à jour des risques et incertitudes présentés dans le rapport de gestion que l'on trouve dans le Rapport annuel 2003 de TELUS, ainsi que dans les documents déposés sur le site www.sedar.com et dans ceux déposés au moyen d'EDGAR et affichés sur le site www.sec.gov.

Concurrence

L'intensification de la concurrence pourrait être préjudiciable aux parts de marché, aux volumes et aux tarifs de certains secteurs d'exploitation de TELUS.

Le 18 mars 2004, Manitoba Telecom Services Inc. a annoncé qu'elle avait convenu d'acheter toutes les actions d'un concurrent national, à savoir Allstream. Si cette opération est conclue, cela pourrait influencer sur le

contexte concurrentiel au Canada, particulièrement en ce qui concerne les services locaux, interurbains, de transmission de données et autres fournis aux entreprises.

En mars 2004, Bell Mobilité et The Virgin Group ont annoncé la création d'une alliance marketing visant la prestation de services de télécommunication sans fil (par revente) au marché des jeunes Canadiens. Virgin Mobile Canada prévoit lancer ses services à l'échelle nationale plus tard au cours de l'exercice, à l'aide du réseau numérique sans fil 1X de Bell Mobilité.

Réglementation

Réglementation sur le plafonnement des prix - Avis public de télécom CRTC 2004-1

Le 24 mars 2004, le CRTC a amorcé une instance dans le cadre de laquelle il sollicite des propositions au sujet de l'utilisation du montant accumulé dans les comptes de report des entreprises de services locaux titulaires (les "ESLT") au cours des deux premières années de la deuxième période de plafonnement des prix (de juin 2002 à mai 2004, sauf en ce qui concerne TELUS Communications (Québec) Inc., eu égard à laquelle cette période s'échelonne d'août 2002 à juillet 2004). Le CRTC a déjà déterminé que les ESLT peuvent, relativement à leurs comptes de report, recouvrer certaines réductions prescrites des tarifs applicables aux services des concurrents, certains coûts associés au plan d'amélioration du service et certains escomptes visant l'accès au réseau numérique propre aux concurrents. Cette instance portera sur le solde des comptes de report. Selon le CRTC, les issues possibles de l'instance sont les suivantes :

- Des rajustements du compte de report pourraient avoir lieu si le Conseil approuve des réductions de tarifs applicables aux services locaux de résidence, par suite de pressions concurrentielles;
- Le compte de report pourrait servir à atténuer les augmentations des tarifs des services de résidence qui pourraient faire suite à l'approbation de facteurs exogènes lorsque l'inflation excède la productivité;
- D'autres rabais pourraient être consentis aux abonnés, ou des initiatives susceptibles de profiter d'autres façons aux abonnés des services de résidence pourraient être financées.

L'instance aux termes de cet avis public devrait se poursuivre jusqu'à l'automne 2004, et TELUS y participe.

Cadre de réglementation régissant les services de communication vocale sur protocole Internet - Avis public de télécom CRTC 2004-2

Le 7 avril 2004, le CRTC a amorcé une instance et exprimé ses avis préliminaires sur les exigences réglementaires concernant la fourniture des services de communication vocale sur protocole Internet. Un sommaire de ces avis préliminaires est présenté ci-après.

- Les services de communication vocale utilisant des numéros de téléphone établis selon le Plan de numérotation nord-américain et permettant un accès universel en provenance et/ou à destination du réseau téléphonique public commuté ne constituent pas des services Internet de détail et ils seront traités comme des services locaux. Les revenus tirés de ces services sont admissibles à la contribution.
- Les services Internet poste-à-poste, qui ne se raccordent pas au réseau téléphonique public commuté et qui n'utilisent pas des numéros de téléphone qui sont conformes au Plan de numérotation nord-américain, constituent des services Internet de détail et ils ne seront pas traités comme des services locaux. Les revenus tirés de ces services ne sont pas admissibles à la contribution.

Le CRTC a lancé un appel d'observations au sujet des avis préliminaires qu'il a exprimés et de toute autre question connexe. Le dépôt des observations, qui doit se faire au plus tard le 18 juin 2004, sera suivi d'un processus de demandes de renseignements et d'une consultation publique les 21 et 22 septembre 2004. Cette instance, à laquelle TELUS participe, prendra fin le 13 octobre 2004, date à laquelle les répliques aux observations seront versées au dossier de l'instance.

TELUS Corporation

Etats consolidés des résultats

Périodes terminées les 31 mars (non vérifié) (en millions)	Trimestre	
	2004	2003
		(retraité)
PRODUITS D'EXPLOITATION	1 803,8 \$	1 740,9 \$
CHARGES D'EXPLOITATION		
Exploitation	1 066,6	1 070,1
Coûts de restructuration et de réduction de l'effectif	15,9	6,5
Amortissement	321,7	318,6
Amortissement des actifs incorporels	88,7	92,5
	1 492,9	1 487,7
BENEFICE D'EXPLOITATION	310,9	253,2
Autres charges, montant net	1,2	5,6
Coûts de financement	145,0	164,3
BENEFICE AVANT IMPOTS SUR LES BENEFICES ET PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTROLE	164,7	83,3
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	62,6	(6,9)
Part des actionnaires sans contrôle	0,8	0,7
BENEFICE NET	101,3	89,5
Dividendes sur actions préférentielles et privilégiées	0,9	0,9
BENEFICE AFFERENT AUX ACTIONS ORDINAIRES ET AUX ACTIONS SANS DROIT DE VOTE	100,4 \$	88,6 \$
BENEFICE PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE (en dollars)		
- De base	0,28	0,26
- Dilué	0,28	0,26
DIVIDENDES DECLARES PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE (en dollars)	0,15	0,15
NOMBRE MOYEN PONDERE TOTAL D'ACTIONS ORDINAIRES ET D'ACTIONS SANS DROIT DE VOTE EN CIRCULATION (en millions)		
- De base	353,1	346,8
- Dilué	355,6	347,0

TELUS Corporation
Bilans consolidés

(non vérifié) (en millions)	Au 31 mars 2004	Au 31 décembre 2003
		(retraité)
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse et placements temporaires, montant net	273,5 \$	6,2 \$
Débiteurs	762,7	723,8
Impôts sur les bénéficiaires et autres impôts à recevoir	117,5	187,4
Stocks	117,8	123,5
Frais payés d'avance et autres	208,0	172,4
Tranche à court terme des impôts futurs	303,8	304,0
	1 783,3	1 517,3

Immobilisations, montant net		
Immobilisations corporelles et autres	7 710,4	7 764,3
Actifs incorporels amortissables	790,8	844,7
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	2 954,6	2 954,6
	11 455,8	11 563,6

Autres actifs		
Frais reportés	632,3	610,7
Impôts futurs	532,5	626,0
Placements	41,6	41,9
Ecart d'acquisition	3 118,0	3 118,0
	4 324,4	4 396,6
	17 563,5 \$	17 477,5 \$

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 332,8 \$	1 294,5 \$
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration et de la réduction de l'effectif	88,5	141,0
Dividendes à payer	53,8	53,5
Montant constaté au titre du rachat d'actions préférentielles et privilégiées	72,8	-
Facturation par anticipation et dépôts de clients	454,9	445,0
Tranche à court terme de la dette à long terme	213,1	221,1
	2 215,9	2 155,1

Dette à long terme	6 658,2	6 609,8

Autres passifs à long terme	1 134,4	1 173,7

Impôts futurs	1 005,1	1 007,0

Part des actionnaires sans contrôle	9,7	10,7

Capitaux propres		
Option de conversion des débetures convertibles	8,8	8,8
Actions préférentielles et privilégiées	-	69,7
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	6 531,4	6 442,7
	-----	-----
	6 540,2	6 521,2
	-----	-----
	17 563,5 \$	17 477,5 \$
	-----	-----

TELUS Corporation

Etats consolidés des flux de trésorerie

Périodes terminées les 31 mars (non vérifié) (en millions)	Trimestre	
	2004	2003
ACTIVITES D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	101,3 \$	89,5 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des rentrées liées aux activités d'exploitation :		
Amortissement	410,4	411,1
Impôts futurs	91,8	193,9
Rémunération à base d'actions	4,7	-
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	4,9	13,1
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(28,6)	(18,0)
Coûts de restructuration et de réduction de l'effectif, déduction faite des versements en espèces	(52,5)	(147,4)
Autres, montant net	6,1	6,9
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	50,0	(144,4)
	-----	-----
Rentrées liées aux activités d'exploitation	588,1	404,7
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Dépenses en immobilisations	(309,7)	(207,8)
Produit tiré de la vente de propriétés et d'autres actifs	12,1	19,3
Autres	(1,0)	5,9
	-----	-----
Sorties liées aux activités d'investissement	(298,6)	(182,6)
ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Emission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	27,0	20,1
Dividendes aux actionnaires	(42,3)	(44,8)
Emission de dette à long terme	27,3	17,5
Remboursements par anticipation et à l'échéance de la dette à long terme	(34,2)	(200,1)
Autres	-	1,6
	-----	-----
Sorties liées aux activités de financement	(22,2)	(205,7)
SITUATION DE TRESORERIE		
Augmentation de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	267,3	16,4

Encaisse et placements temporaires, montant net au début	6,2	(9,0)
Encaisse et placements temporaires, montant net à la fin	273,5 \$	7,4 \$

INFORMATION SUPPLEMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRESORERIE		
Intérêts versés	22,8 \$	36,0 \$
Intérêts reçus	14,2	1,0
Impôts sur les bénéfices (y compris les crédits d'impôt à l'investissement) reçus (versés)	104,6 \$	(0,6)\$

TELUS Corporation
Information sectorielle

Périodes terminées les 31 mars (en millions)	Communications		Mobilité	
	2004	2003	2004	2003
Produits externes	1 171,1 \$	1 208,5 \$	632,7 \$	532,4 \$
Produits intersectoriels	25,0	23,4	4,6	3,7
Total des produits d'exploitation	1 196,1	1 231,9	637,3	536,1
Charges d'exploitation	706,7	739,7	389,5	357,5
Coûts de restructuration et de réduction de l'effectif	15,9	6,5	-	-
BAlIA(1)	473,5 \$	485,7 \$	247,8 \$	178,6 \$
Total des dépenses en immobilisations	259,4 \$	153,5 \$	50,3 \$	54,3 \$
BAlIA moins le total des dépenses en immobilisations	214,1 \$	332,2 \$	197,5 \$	124,3 \$

Périodes terminées les 31 mars (en millions)	Eliminations		Chiffres consolidés	
	2004	2003	2004	2003

Produits externes	- \$	- \$	1 803,8 \$	1 740,9 \$
Produits intersectoriels	(29,6)	(27,1)	-	-

Total des produits d'exploitation	(29,6)	(27,1)	1 803,8	1 740,9
Charges d'exploitation	(29,6)	(27,1)	1 066,6	1 070,1
Coûts de restructuration et de réduction de l'effectif	-	-	15,9	6,5

BAlIA(1)	- \$	- \$	721,3 \$	664,3 \$

Total des dépenses en immobilisations				
	- \$	- \$	309,7 \$	207,8 \$

BAlIA moins le total des dépenses en immobilisations				
	- \$	- \$	411,6 \$	456,5 \$

- 1) Selon la définition de la société, le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le "BAlIA") correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration et de réduction de l'effectif. La société a publié de l'information au sujet du BAlIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.

-30-

>>

Renseignements:

Relations avec les médias:

Nick Culo
(780) 493-7236
nick.culo@telus.com

Relations avec les investisseurs:

John Wheeler
(780) 493-7310
ir@telus.com